édité par
l'Organisation
Combat Anarchiste

LUTTER

L'auto-organisation, la démocratie directe, la décision à la base, c'est un mois de luttes dures, de grève générale qui les ont précisées, qui leur ont donné un contenu en mai 1968. La mobilisation inattendue des étudiants et de la classe ouvrière a fait reculer le pouvoir et a ouvert des brèches en remettant radicalement en question le système capitaliste, en brisant dans la lutte les carcans réformistes. Cet espoir à la hauteur de l'émancipation de la classe ouvrière a ricoché de lutte en lutte jusqu'à aujourd'hui.

La lutte des OS à Renault, l'autogestion dans le combat des travailleurs de LIP, la grève dure du JOINT Français, d'Everwear, la combativité exemplaire des travailleurs immigrés (nettoyeurs du métro; foyer Sonacotra), l'insoumission civile et militaire de milliers de jeunes (Larzac-Malville), le combat des femmes, la lutte des vacataires aujourd'hui, autant d'acquis pour le mouvement révolutionnaire mais dont la dispersion n'a pas permis d'imposer une solution globale révolutionnaire. Mais aujourd'hui, la mystification électoraliste, réformiste mise en place en 72 par le Programme Commun a été une fois encore, une fois de trop l'impasse pour les travailleurs. A l'occasion des législatives de 78, la France du «choix démocratique» a une fois de plus servi largement la droite. La démocratie bourgeoise sert la bourgeoisie, les travailleurs ne peuvent s'affirmer qu'à travers la démocratie directe! La division, l'illusion du choix sert la bourgeoisie; l'unité, le combat de classe sont les seules armes des travailleurs. Que nos luttes l'affirment, tout sera possible demain.

mai 78

-ne laissons pas de répit à la droite
-ne laissons pas la gauche réformiste se recomposer sur le dos de nos luttes

imposons nos solutions, en frappant ensemble et fort le patronat et l'Etat - imposons partout la démocratie directe - construisons l'alternative révolutionnaire!

mars.avril.mai 78 n° 5 6f

APPEL A TOUS LES LECTEURS:

ELARGISSONS LA SOUSCRIPTION ET LA DIFFUSION MILITANTE DE

«LUTTER»

Camarades,

La publication « Lutter » a essayé dans ses cinq premiers numéros d'apporter un point de vue nouveau des articulations nouvelles dans l'engagement de classe qui nous est quotidien. Le travail que nous avons entrepris a porté ses fruits, a dégagé une dynamique nouvelle même si elle n'en est qu'à ses premiers pas. Nous n'avons jusqu'à ce jour lancé aucun appel à la solidarité financière, estimant que nous devions assumer matèriellement notre engagement militant à travers la publication de cette revue.Mais une publication coûte cher, très cher si elle veut sortir de la misère « publication illisible ». Nous avons fait cet effort et nous vous demandons de nous aider à le poursuivre en souscrivant le plus massivement possible. Notre situation financière est critique.

CAMARADES : Contactez notre réseau de distribution de la revue pour prendre en charge la diffusion sur votre région cela est capital pour que le fric des ventes rentre.

CAMARADES : « Lutter » ne doit pas être étranglé par un manque de fric. Avec votre solidarité nous pouvons passer ce cap difficile.

« Lutter » BP 1902 45009 ORLEANS CEDEX
chèques à l'ordre de : FOUGERAY

O.CA PARIS:

PERMANENCE SAMEDI 14H.-18H.
116, rue Montmartre
75002 - PARIS
Tél. 236.26.09.

LUTTER

Sommaire

De l'abstention à l'alternative révolutionnaire 4

Délégation de pouvoir 6

Pour une alternative révolutionnaire 7

Échéance électorale, bureaucratie syndicale
mouvement étudiant 9

Tolbiac : quelle intervention 10

Suppléants, remplaçants, normaliens 10

Le mouvement libertaire et l'OCA 12

Plus que les nationalisations : le pouvoir aux travailleurs 14

Démocratie directe et pouvoir ouvrier 18

IBM : la lutte pour la titularisation 20

Front libertaire inculpé 21

CNT : Solidarité 21

Djeha . rêve ou crève 22

Directeur de publication :
G. Yvernel.

Dépôt légal 1er trimestre 78

Commission paritaire de
de presse No : 59164.

LUTTER abonnement :
France :
10No . . . . . 55 F
10No plis fermés . . . . . 80 F
Étranger :
10No . . . . . 80 F
Abonnement de diffusion :
5ex. pendant 10No . . . . . .250 F
10ex. pendant 10 No . . . . . .500 F
Abonnement de soutien : . . . . . .150 F

CONTACTS « **LUTTER** ».
B.P. 1902
45009 - Orléans Cedex

Mandats et chèques barrés et
libellés au nom : J.L.Fougeray.

Imprimerie P.M.I.
38 - Lumbin.

DE L'ABSTENTION A L'ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE

La gauche battue largement, le « programme commun » en déroute, une droite stabilisée, telles sont les premières constatations qui ont suivi les législatives de mars 1978. L'OCA qui a appelé à l'abstention révolutionnaire et contribué à l'élaboration de la plate-forme « Pour une alternative révolutionnaire » s'explique : Pourquoi avons nous suivi cette démarche :

– Premièrement, parce qu'en tant que révolutionnaires, et libertaires il était nécessaire de réagir face à la mascarade électorale, face aux illusions des élections, à ces illusions reprises même par une partie de l'extrême-gauche.

C'est parce que nous n'avons rien attendu des élections, parce que nous avons refusé l'attentisme et le bradage des luttes, parce que nous n'avons pas fait confiance aux programmes de la gauche du capital, que nous avons voulu proposer, une analyse, une volonté, des orientations au sein du mouvement ouvrier, sans concession à l'électoralisme bourgeois, à la démagogie, au réformisme traitre aux intérêts de la classe des travailleurs.

– Deuxièmement, nous affirmons que les élections ne correspondent jamais historiquement, à une avancée des travailleurs.

Hier, ce sont les luttes des travailleurs qui ont permis cette avancée, aujourd'hui, c'est aux travailleurs d'imposer dans les luttes, par les luttes, leurs revendications et leurs projets. Notre position vis-à-vis de ces élections a été l'abstention révolutionnaire. Nous refusons d'élire des députés incontrôlables sur un programme de collaboration de classe.

Nous refusons de créditer la dynamique réformiste qui veut des députés pour agir au nom des travailleurs tout en canalisant leurs luttes. Nous refusons les solutions politiques imposées aux travailleurs par les réformistes.

– Troisièmement, et c'est parce que nous voulons vraiment battre la bourgeoisie qu'il nous semble important de dire et de redire que ce rapport de forces, se construit ailleurs que dans les urnes. Il se construit dans les entreprises, dans les quartiers, dans les luttes unifiées et offensives que les travailleurs se doivent d'engager. Il se construit par le pouvoir à la base, par le pouvoir aux travailleurs dans leurs luttes.

– Quatrièmement, nous avons rencontré les camarades de Combat Communiste et du collectif UTCL qui partageaient les mêmes préoccupations. Nous avons décidé d'en débattre ensemble, nous avons ainsi commencé un travail unitaire, que nous espérons voir s'affirmer à terme, malgré les orientations, les options différentes de nos organisations respectives. Ce travail unitaire qui a permis un meeting commun doit permettre demain un renforcement de nos positions contre les bureaucraties et contre le patronat.

Il n'a jamais été question pour nous de renier les élections bourgeoises seulement à partir de positions de principes ou de les rejetter au nom des options finales du prolétariat. Ce qu'il faut c'est dénoncer, critiquer voire boycotter les élections à partir et en fonction des revendications concrètes exprimées par l'ensemble des travailleurs dans leurs luttes. Ce n'est que dans ce cadre que nous pouvons intervenir en tant que travailleurs révolutionnaires en suscitant d'autres revendications plus larges, mais aussi et surtout en proposant d'autres modalités de lutte, de l'AG souveraine à la grève générale en passant par l'action directe, et parfois par la remise en question du contenu du travail. SEULE LA PRATIQUE GÉNÉRALISÉE DE CES MOYENS DE LUTTE PEUT PERMETTRE AUX TRAVAILLEURS D'EN FINIR AVEC LES ÉCHECS SUCCESSIFS AUXQUELS LES A CONDAMNÉS LA RÉPRESSION DE LA BOURGEOISIE SOUS LE PRÉTEXTE DE LA CRISE, AUXQUELS LES A CONDAMNÉS LES BUREAUCRATIES SYNDICALES ET POLITIQUES, DANS LA PERSPECTIVE ÉLECTORALE, EN LEUR IMPOSANT L' IMMOBILISME POUR UNE SOIT DISANT VICTOIRE QUI AUJOURD'HUI S'EST TRANSFORMÉE EN ÉCHEC CUISANT.

C'est en ce sens que nous avons participé à l'élaboration de la plate-forme « Pour une alternative révolutionnaire ». Il s'agit pour nous non seulement d'une démarche unitaire, avec les camarades communistes révolutionnaire, mais aussi unifiante, visant l'ensemble des travailleurs voulant se donner des moyens pour faire aboutir leur lutte. Ceci nous parait être la seule alternative révolutionnaire à la démarche électoraliste qui malheureusement a été aussi celle de soit disant révolutionnaires. C'est en s'opposant aux calculs politiques, c'est en s'opposant aux promesses démagogiques, c'est en donnant aux travailleurs les moyens de classe forts, que nous pourrons imposer nos revendications. Au-delà du délire démagogique, spectaculaire, le rapport de force électoral est un aspect de la lutte des classes qui pourtant n'est ni décisif ni forcément significatif; qui plus est, il est fragile et surtout réversible, la défaite de la gauche en est le parfait exemple. L'enjeu majeur des élections est de faire régresser, de mystifier et donc de se substituer à la lutte de classe. Seul le développement radical de la lutte de classe, seul sa prise en charge par ceux qui sont directement intéressés, les travailleurs, peut déboucher sur un véritable changement, peut réaliser un projet de société radicalement différent.

Les travailleurs révolutionnaires sont intervenus pendant les élections :

– afin de désamorcer les mécanismes et les dipositifs mis en place par l'appareil d'état politique bourgeois qui crée l'illusion de choix, de démocratie, de liberté.

Aujourd'hui les travailleurs révolutionnaires se doivent de montrer que le projet prolétarien doit refuser toute médiation institutionnelle bourgeoise, qu'il s'agisse du système politique en place aujourd'hui ou des partis qui veulent en prendre les rennes demain.

Si la gauche avait gagné, même si dans un premier temps, les travailleurs auraient bénéficié d'un certain nombre d'avantages, à moyen terme, il serait agit d'une accélération du

processus d'intégration de la classe ouvrière, nécessaire au système capitaliste dans son développement actuel.

Intégration aujourd'hui, cela veut dire DOMINATION DEMAIN. Les promoteurs et les agents de ce processus qu'il s'agisse des réformistes libéraux sociaux démocrates ou des réformistes autoritaires sont toujours les bénéficiaires d'un tel changement. Nous militants de l'Organisation Combat Anarchiste, considérons essentiel de s'opposer à la politique d'intégration du capital, non pas seulement dans des moments apparemment décisif comme les élections mais surtout dans nos luttes de tous les jours. Le résultat d'un tel combat sera la conquête de l'autonomie de classe CONDITION DE L'AFFIRMATION ponctuelle et globale de la lutte des travailleurs contre le patronat et son État.

C'est de notre capacité de mener à bien un tel combat que dépend la capacité des travailleurs de s'opposer aux nouvelles formes d'exploitation mises en place par le capitalisme.

En déonoçant la démocratie bourgeoise, nous affirmons la possibilité et la nécessité de la démocratie directe dont le point de départ et le rempart le plus sur est la DÉMOCRATIE OUVRIERE. C'est au niveau de la production que se manifeste le plus clairement et le plus durablement les relations d'exploitation; ce n'est donc qu'un bouleversement révolutionnaire débouchant sur le changement des rapports de production qui pourra entrainer la transformation globale des rapports sociaux. La démocratie directe ne peut remplacer la démocratie bourgeoise qu'à travers la démocratie ouvrière. C'est pourquoi le combat pour la démocratie directe passe non seulement par l'anti-électoralisme et la dénonciation de la démocratie bourgeoise, mais aussi par la mise en place lors des luttes de procédés véritablement démocratiques impliquant un système non pas de délégation de pouvoir mais de mandats révocables à tout instant par l'assemblée générale. Il s'agit là aussi bien d'un principe qui contribue à faire aboutir en faveur de l'assemblée des travailleurs, les conflits ponctuels contre la bourgeoisie, que d'une garantie contre toute main-mise par la bureaucratie sur notre combat. Les mandatés révocables à tout moment, sont donc un embryon précieux pour la démocratie directe qui régira le communisme libertaire.

C'est par rapport à cela, c'est pour pouvoir s'opposer à ceux, qui, soit par souci d'efficacité, soit par volonté dirigiste, luttent dans le mouvement social contre la démocratie directe, que nous travailleurs libertaires nous nous organisons spécifiquement.

Les millions de travailleurs qui ont voté à gauche ont cru pouvoir arrêter l'engrenage qui fait qu'ils sont les premiers à payer les conséquences de la crise du capitalisme, à payer la gestion de la crise par Giscard-Barre :
– le chômage, ce sont les travailleurs qui en font les frais!
– l'inflation, ce sont les travailleurs qui l'encaissent!
– la baisse du pouvoir d'achat, ce sont toujours les travailleurs qui en subissent les conséquences!

Nous ne voulons plus subir ce gouvernement anti-ouvrier, voilà ce qu'ont voulu dire les millions de bulletins de vote, pour la gauche, dans les urnes de la bourgeoisie... Mais il faut être clair camarades, il ne faut pas se laisser mystifier par le piège réformiste; NON, ce n'aurait pas été tout rouge si la gauche avait passé. NON nous ne faisons aucune confiance à la gauche! NON nous n'avons pas voté pour élire des députés qui sont de fait, incontrôlables et incontrôlés, fussent-ils de gauche, fussent-ils d'extrême-gauche. Nous avons appelé à l'ABSTENTION RÉVOLUTIONNAIRE parce que nous n'accordons pas le moindre crédit à la démocratie bourgeoise, parce que dans nos luttes à la base, nous voyons chaque jour que la seule démocratie qui serve véritablement les intérêts des travailleurs c'est la DÉMOCRATIE DIRECTE.

Aujourd'hui nous devons pouvoir enterrer la pseudo-victoire de la bourgeoisie, par les orientations révolutionnaires que nous saurons donner aux luttes de tous les travailleurs, par la démocratie directe que nous impulserons partout sous la forme des assemblées générales souveraines.

A PARIS VOUS TROUVEREZ « LUTTER » DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES :

Parallèles : 49, rue St Honoré Paris I.
De Valois : rue de Valois Palais Royal Paris II.
La puce à l'Oreille : 19, rue des Rosiers Paris IV.
Rouge : 10, impasse Guéménée Paris IV.
Dérives : 1, rue des Fossés St Jacques Paris V.
Des deux mondes : 10, rue Gay Lussac Paris V.
Simoneau : 10, rue Tournefort Paris V.
Le tiers mythe : 21, rue Cujas Paris V.
Kiosque : 3, bd St Michel Paris V.
Kiosque : 7, bd St Michel Paris V.
Actualités : 38, rue Dauphine Paris VI.
Entente : 12 bis, rue Honoré Chevalier Paris VI.
La pensée sauvage : rue de l'Odéon Paris VI.
CNTF : 39, rue de la Tour d'Auvergne Paris IX.
Kiosque : 1, bd Denain Paris X.
14 Juillet : 4, bd Beaumarchais Paris XI.
1984 : 9, rue Pleyel Paris XII.
Le jargon libre : 13, rue de la Reine Blanche Paris XIII.
La commune du 13e : 11, rue Barrault Paris XIII.
L'entrepôt : 7-9, rue F. de Préssensé Paris XIV.
PSU : 9, rue Borromée Paris XV.
Galerie : 9, rue des Martyrs Paris XVIII.
Agora : 371, rue des Pyrénnées Paris XX.
Front libertaire : 33, rue des Vignoles Paris XX.
CNT : 33, rue de Vignoles Paris XX.

EN BANLIEUE

La boulangerie : 67, rue de Bagneux Montrouge.
Librairie : 107, av de Paris St Mande.
Kiosque : Mairie de Montreuil Montreuil.

~~DÉLÉGATION DE POUVOIR~~

Oui, la classe ouvrière est mobilisée par le problème des élections, oui, elle compte sur ces élections pour battre la bourgeoisie, pour enfin concrétiser ses espoirs par l'alternative de gauche.

Pourtant, et la désunion qui s'installe chaque jour une peu plus dans les rangs de « l'Union de la gauche » le confirme, les résultats des élections ne changent en rien le devenir des travailleurs.

A la base, le fantôme du Programme Commun de Gouvernement ère sans perspective. Les militants communistes osent tout juste en rappeler l'existence. A ce vide bien concret créé chez les travailleurs, la fièvre électorale ne peut rien enlever. Oui des millions de travailleuses, des millions de travailleurs, de jeunes votent à gauche. Pourtant ce vote ne recouvre en rien les aspirations exprimées dans nos luttes depuis plusieurs années. IL N'EN SERA QU'UNE PALE CARICATURE, LA SEULE DONT LA BOURGEOISIE PERMETTE L'EXISTENCE A TRAVERS LES DÉPUTÉS.

Mais l'unité que nous pratiquons à la base syndicale, de quartiers, de boites ne peut pas pour nous fondre comme neige au soleil devant l'échéance électorale imposée par la bourgeoisie.

Nous sommes travailleurs révolutionnaires, nous sommes anarchistes, cette échéance électorale nous ne la voulons pas, nous la combattons même, et pourtant notre appartenance de classe, le fait même que nous sommes travailleurs exploités au même titre que nos camarades dans toutes les entreprises nous fait dire :

OUI LEGITIMEMENT DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS VOTENT A GAUCHE.....

De fait ces élections sont un moment sur lequel les révolutionnaires éprouvent les plus grandes difficultés puisqu'ils sont confrontés à une échéance voulue et préprarée par la bourgeoisie. Mais nous refusons pour autant la marginalisation idéologique qui consiste à regarder l'histoire avec dans sa poche l'anti-électoralisme de la bonne conscience. Non, l'heure n'est pas aux comités anti-électorialistes sans autre perspectives que l'affirmation des vérités séculaires des penseurs anarchistes. Non l'heure n'est pas à dire ni gauche ni droite, pas plus que d'apporter sa voix au piège électoral, l'heure est à être avec l'ensemble des travailleurs pour battre vraiment la bourgeoisie demain par l'unité ouvrière et la démocratie directe comme fer de lance anti-étatique.

Cela veut dire qu'aujourd'hui nous prenons en compte la mobilisation politique de la classe ouvrière pour les élections. Nous sommes convaincus que cet aiguillon politique que représente l'échéance électorale est à utiliser par les révolutionnaires parce qu'il bouleverse quelque part le cadre exiguë des revendications sans débouchés sur lesquelles nous nous battons à la base. Nous sommes convaincus qu'il ne faut pas fermer les yeux sur la dynamique qui amène les travailleurs imbriqués dans les revendications, dans les luttes à vouloir une matérialisation politique de leur combat. Mais nous ne sommes pas dupes, nous savons que cette matérialisation est illusoire, dangereuse même par le cadre réformiste qu'elle offre. Voilà pourquoi nous disons : **Oui, légitimement des millions de travailleurs votent à gauche...**

..... POURTANT NOUS PROPOSONS AUTRE CHOSE : GLOBALISONS NOS LUTTES.

Au-delà du matraquage de la scène politique et de ses composantes, au-delà du fait que la classe ouvrière ne peut jamais décider, mais seulement se prononcer sur des programmes démagogiques, il y a en son sein une politisation intéressante. Une politisation qui fait qu'enfin la possibilité de mener plus loin les luttes est rendu possible.

Cette perspective aux luttes nous devons, nous révolutionnaires, lui donner tout son sens à la base, dans les rapports de classe, travailleurs contre patrons. Nous devons en tant que fraction de travailleurs révolutionnaires la faire jouer, l'activer, la multiplier en la reliant sans cesse aux formes de revendications toujours plus émancipatrices, toujours plus révolutionnaires.

Nous ne voulons pas d'élections tous les 4 ou 8 ans camarades, nous voulons des élections tous les jours, des prises de décisions chaque fois que cela est nécessaire par les assemblées de travailleurs utilisant la seule forme de démocratie qui ne les trahise pas : la démocratie directe.

Oui nous l'affirmons, ces élections ne sont qu'un moment important ou tout semble suspendu aux résultats électoraux. En fait quel qu'en soit le résultat, il n'y aura pas 36 moyens pour assurer la victoire des travailleurs :

– briser les reins de la bourgeoisie par des luttes dures;
– mettre au pas un gouvernement de gauche par des luttes aussi dures.

POUR UNE ALTERNATIVE REVOLUTIONNAIRE

Nous avons répondu à l'appel, proposé par le Collectif pour une Union des Travailleurs Communistes Libertaires, pour un regroupement anti-électoraliste des révolutionnaires, qui se propose de mener pendant les législatives une campagne « Pour une alternative révolutionnaire ».

Élections : piège à gauchistes. Nous avons déjà exprimé ici nos positions vis-à-vis du regroupement électoral CCA-LCR-OCT ou de la campagne « cavalier seul » de Lutte Ouvrière; nous dénonçions l'opportunisme et l'ambiguïté de telles pratiques électoralistes – servir dans le cas présent de rabatteurs à la gauche en se désistant pour elle au second tour; cautionner les illusions des travailleurs sur un gouvernement de gauche; cautionner le parlementarisme bourgeois. Par ailleurs il est malheureusement évident que ces organisations, loin d'utiliser cette période pour une propagande active en faveur de la solution révolutionnaire, l'utilisent à des thèmes réformistes et suivistes par rapport à la conjoncture politicienne.

Contre les illusions des élections. Cet appel correspondait à nos intentions, soit montrer de façon conséquente et claire que les révolutionnaires ne baissent pas les bras dans un tel concert politicien et se donnent les moyens de leur politique :
– une option anti-électoraliste;
– dénonciation des manœuvres réformistes et bureaucratiques;
– dénonciation des pratiques électoralistes de certains révolutionnaires;
– dénonciation et refus du bradage des luttes sur l'autel des illusions parlementaires;
– ne pas se cantonner à un abstentionnisme stérile, mais présenter concrètement une politique de rupture, une politique révolutionnaire.

Cet appel entendait et voulait regrouper tous les travailleurs qui ne se satisfont pas de la démocratie bourgeoise pour les représenter et qui entendent ne faire confiance qu'à leurs luttes. Finalement seuls Combat Communiste, Combat Anarchiste, UTCL, se sont retrouvés sur cet appel; ce qui ne nous empêche pas de penser que le premier objectif sera atteint, les prolongements offensifs et réellement unifiants de cette plate-forme ne pouvant qu'intéresser les travailleurs combatifs.

quel accord

D'accord sur le principe donc, et le fond programmatique de la plate-forme proposée, Combat Anarchiste était cependant en désaccord sur un certain nombre de points particulièrement à propos d'une plate-forme revendicative aussi détaillée, sur le syndicalisme, sur l'analyse de la superstructure politique (le gouvernement actuel) et finalement sur l'analyse de la période, nous nous sommes donc attachés à expliquer nos positions.

* Oui à une plate-forme unifiante pour tous les travailleurs qui permette l'expression renforcée des intérêts de la classe ouvrière, par l'unification des luttes. Oui à une plate-forme unifiante pour amener dans les luttes l'unité ouvrière, elle seule capable d'impulser des solutions d'ensemble qualitativement nouvelles et fortes.

Mais il ne suffit pas de préciser ces revendications, il faut également insister sur la nécessité de l'unification des luttes pour battre une bourgeoisie qui se renforce autour d'axes essentiels :
– contre l'austérité et la crise supportée par les travailleurs;
– contre le renforcement étatique (contrôle économique, contrôle social, répression policière, répression tous azimuts, velléités d'État « fort », investissements étatiques comme le nucléaire, la politique étrangère Europe Afrique);
– contre la trêve électorale qui dure depuis 1972.

En bref par une caractérisation de la période, qui implique effectivement pour nous, que seules les luttes peuvent payer et faire reculer les patrons, et que seule l'unification des luttes et un passage à un degré supérieur d'organisation de la classe ouvrière, peut éviter sa mise au pas par un gouvernement de droite comme par un gouvernement de gauche.

* Une plate-forme unifiante, la grève générale, l'unité des travailleurs en lutte! OUI : cependant si l'unification des luttes changerait vraiment le paysage que nous ont dressé les bureaucrates syndicaux et autres, elle ne peut seule garantir que les travailleurs se passeront de leurs services, en d'autres termes les bureaucrates auront-ils été liquidés; il ne faut pas oublier leur capacité de récupération ou plus, de sabotage. L'unification des luttes se créera dans ou contre les syndicats ?

* On nous dit que l'unité est à faire à la base en faisant fi des divisions créées par les méandres de la politique réformiste au sommet.

On nous dit que ce qui compte avant tout, c'est notre intérêt commun contre la bourgeoisie.

Nous disons que l'unité à la base doit se faire sur des pratiques claires, de classe et contre les illusions réformistes qui se trouvent aussi à la base.

Nous disons que l'intérêt commun contre la bourgeoisie a toujours dicté des pratiques idéologiques, historiques, politiques contradictoires, et qu'il semble difficile de supprimer aujourd'hui; seule la démocratie ouvrière et la pratique de la démocratie directe sont à même de supprimer les tendances réformistes ou bureaucratiques dans la lutte.

* Sur le syndicalisme : essentiellement les positions adoptées évitent de se prononcer sur la nature des syndicats; on ne peut nier que les organisations se sont affrontées là de façon assez sérieuse, l'UTCL se prononçant pour un syndicalisme de classe. Nos positions, ainsi que celles de Combat Communiste, n'étant pas de privilégier une ligne de masse syndicaliste, nous nous sommes momentanément mis d'accord pour insister sur la lutte contre les bureaucraties réformistes et répressives et la nécessité de promouvoir l'organisation autonome de classe des travailleurs.

Le travail commun avec l'UTCL a permis d'enrichir le débat déjà entamé entre nos deux organisations et a permis l'échange de façon systématique de nos positions spécifiques et globales; de façon générale on peut estimer que cette rencontre dans le cadre d'une plate-forme unitaire, si elle a précisé une démarche assez semblable et rassemblé des libertaires sur un texte clair n'a pas permis pour l'instant de déboucher plus en avant sur la question de la stratégie libertaire et respectivement de l'organisation.

Nous espérons qu'il avancera dans ce sens dans les prochains mois.

L'accord de Combat Communiste et les apports importants, pour ne pas dire libertaires, de cette organisation léniniste, traduisent manifestement sa volonté d'avancer sur un terrain moins dogmatique, moins figé et moins gauchiste que celui occupé généralement par les organisations léninistes et trotskystes.

Les camarades de CC n'ont pas pour autant abandonné, même si cela n'apparaît pas dans cette plate-forme, les velléités léninistes de construction du parti, de direction du prolétariat, ou le centralisme démocratique, pas plus qu'ils n'abandonnent l'idée du noyautage des institutions bourgeoises, comme le parlement par exemple...

Leur accord est finalement ambigu; leurs positions anti-électoralistes du moment sont des positions tactiques et pas forcément de principe; c'est dans cette voie qu'il faut comprendre leur appel à voter révolutionnaire au premier tour des législatives, sans se faire d'illusions peut-être, mais demain devenu le « vrai parti révolutionnaire », représentant véritablement les intérêts du prolétariat, ils se présenteraient à ces élections qu'ils dénoncent aujourd'hui... pour évidemment mieux dénoncer la démocratie bourgeoise et utiliser le parlement comme tribune des travailleurs révolutionnaires!!!

L'unité des travailleurs ne peut se faire au prix de ces ambiguïtés; à CC de les retirer; de toute façon une pratique unitaire et révolutionnaire des travailleurs laissera loin derrière elle ces tergiversations de ces prétendues avant-gardes.

Quoiqu'il en soit, des caractères différents et des options des organisations concernant ces élections, du caractère parfois sommaire de certaines propositions, cette plate-forme a le mérite de poser les problèmes des révolutionnaires, les problèmes des travailleurs sans concession à l'électoralisme bourgeois, à la démagogie, aux bureaucrates de tout poil.

Mener une campagne pendant les élections.

Cette plate-forme va être diffusée nationalement, et nous invitons les camarades à se positionner sur ce texte, à s'en faire l'écho et à organiser la campagne sur ces thèmes.

D'ores et déjà une campagne d'affichage est prévue. Une réunion publique a eu lieu le 3 mars à l'appel des trois organisations signataires, qui a permis d'exposer publiquement le pourquoi de cette plate-forme commune et les orientations qu'elle entendait défendre. Pour l'OCA qui prône l'abstention aux deux tours des législatives, il paraît important de développer cette alternative, et de **la faire vivre**. Nous espérons qu'un grand nombre de camarades se joindront à nous, pour qu'autour de l'abstention révolutionnaire cette perspective politique de rupture fasse son chemin.

Après les élections.

Nous l'avons écrit et dit : voter pour la gauche ne fera pas aboutir les intérêts de classe des travailleurs.

Contre un gouvernement de droite, contre un gouvernement de gauche, nous avons les mêmes intérêts à défendre.

Il s'agira dans notre pratique de tenir concrètement à cette plate-forme et de la faire aboutir.

Nous espérons dans l'immédiat que l'idée de convoquer des conférences ouvrières, idée abordée lors de la signature de cette plate-forme, sera retenue.

Camarades, demandez la plate-forme unitaire : 2 F (en timbres) en écrivant à : OCA - Lutter 116, rue Montmartre 75002 PARIS.

abonnez-vous

ECHEANCE ELECTORALE BUREAUCRATIE SYNDICALE mouvement étudiant

La rentrée universitaire de cette année a été un fiasco (confirmé par la suite) pour le mouvement étudiant. Le laxisme régnant chez les travailleurs, savamment entretenu par le pouvoir et les réformistes, a été largement repris en compte par les étudiants, lié en cela par l'attentisme électoral qui s'est traduit dans les facs par une démobilisation sans précédent.

Les manœuvres des bureaucraties syndicales ouvrières ont fait avorter les dynamiques de luttes. Pour le mouvement étudiant la situation a été identique. L'UNEF et le MAS ont joué les mêmes rôles que leurs aînés CGT et CFDT. Les dynamiques de luttes qui pouvaient se jouer par rapport aux TD et amphis surchargés, aux destinations des crédits ont été sciemment étouffées et les luttes fermement reprises en main par les « syndicats » réformistes, qui sont restés sur un terrain strictement coporatiste. Ces magouilles récupératrices ont été fortement encouragées par les pontes du programme commun qui voulaient que ni dans le milieu ouvrier, ni dans le milieu étudiant des axes de luttes puissent se dessiner, pouvant faciliter une mobilisation massive et en cela effaroucher un électorat encore hésitant et sérieusement ébranlé par la rupture des négociations du programme commun.

Cette rupture a été aussitôt répercutée sur les satellites ouvriers et étudiants de ces partis : CGT et UNEF pour le Parti communiste, CFDT et MAS pour le PS.

L'EXTREME GAUCHE

Les organisations d'extrême-gauche ont prouvé dans cette rentrée cafouilleuse leur incapacité à donner des échéances précises, à donner des points de luttes déterminés à un mouvement désorganisé et apathique. L'opportunisme de la LCR qui l'a poussée à rentrer dans le MAS puis finalement à scissionner est en partie responsable de la crise qui agite en ce moment le mouvement, et a contribué à démoraliser les éléments les plus combatifs.

LES COLLECTIFS

Les étudiants radicalisés se sont alors retrouvés soit dans les collectifs autonomes, libertaires, ou écologistes. Il est vrai que dans un certain nombre de facs grâce à leurs plate-formes assez vagues et sans réel contenu politique, et assez ambiguës pour que tout le monde puisse y mettre sa révolte, les « autonomes » et surtout les écologistes ont marqué des points. Dernièrement un sondage de « L'étudiant » donnait plus de 30% des intentions de vote des étudiants aux écologistes.

QUELLES ÉCHÉANCES ? POUR QUEL MOUVEMENT ?

Après ce rapide tour d'horizon politique des facs il faut tirer les conclusions qui s'imposent. Nous ne devons pas perdre de vue que si les élections de mars 78 sont des échéances importantes sur la vie parlementaire française, elles ne sont pas déterminantes et n'auront pratiquement pas d'influence sur nos existences propres, et sur le fonctionnement de nos luttes.

Il est certain qu'il existe à l'heure actuelle une volonté militante chez un grand nombre d'étudiants, cela a été démontré une fois de plus lors de la lamentable « affaire Klaus Croissant ».

De plus cette volonté militante s'explique facilement du fait des conditions d'existence que nous subissons. Les conditions matérielles des plus lamentables. Une grande partie des étudiants est obligée de travailler pour pouvoir continuer des études inutiles, sinistres et ennuyeuses, et pouvoir subsister. Si certains (un peu moins de 40%) ont la chance de trouver du travail, il leur faut alors s'attendre à subir une exploitation féroce et des plus répugnantes : c'est la loi du travail au noir. Sans garanties syndicales, sans protection sociale, au risque de passer pour des jaunes auprès de leurs camarades travailleurs, ou pour des privilégiés pour les centaines de milliers de chômeurs.

Poser le mot d'ordre immédiatement pris en compte par l'ensemble des étudiants : « Allocations d'étude pour tous », peut dans un premier temps créer une dynamique capable de passer outre son caractère réformiste à moyenne échéance. Encore faut-il que partout, à la base dans les comités de

lutte nous sachions mobiliser toute la potentialité revendicative vers un dépassement révolutionnaire.

Oui, à l'université comme ailleurs nous voulons briser le carcan capitaliste.

Oui nous entendons le briser là où il prend un des visages les plus clairs de la division du travail.

Pour le briser il faut :
- imposer nos revendications;
- aller plus loin que le mot d'ordre « Facs ouvertes aux travailleurs ».

Facs ouvertes aux travailleurs oui, pour que demain l'ensemble des travailleurs décident de l'oportunité, de la nécessité de ces structures. Pour nous, révolutionnaires, notre combat de classe passe par le refus maintenant des conditions dégueulasses de survie que nous impose le capital, par l'accentuation de notre combat là où le mouvement étudiant doit trouver des mots d'ordre faisant l'unité dans la perspective révolutionnaire par un combat global et unitaire avec le mouvement ouvrier.

Tolbiac : quelle intervention ?

Tolbiac est une fac parisienne, située dans le XIIIe arrondissement, qui est entrée en service il y a seulement 5 ans. Dès l'achèvement de sa construction, un certain nombre de problèmes s'étaient posés : pas de restau, de par sa construction même (tout en hauteur 26 étages).

Les rapports humains y étaient interdits. C'est à cause de cela que les luttes s'engagent dès le début de son fonctionnement et qu'elle acquit sa réputation de fac « gauchiste ,»...

La rentrée à Tolbiac fut quasiment identique à celle des autres facs, bien qu'émaillée de mobilisation locale : Klaus Croissant, mobilisation anti-fasciste et sur le soutien au délégué CFDT d'Euromarché Masséna licencié. Pour le reste les éternels bureaucrates de service se limitèrent à des manœuvres corpos, que n'auraient pas désavouées les réactionnaires les plus enragés.

LES AUTONOMES

Les autonomes (soutenus en cela par nombre de libertaires) s'étaient illustrés, l'année dernière lors des luttes étudiantes avec des actions spectaculaires et payantes (autoréduction des R.U.,...).

Cette année ils ne sont intervenus que pendant une AG (sur Croissant) pour exiger une clarification... qui s'est terminée en règlement de compte violent entre autonomes et militants trotskystes.

Les autonomes ont limité leur activité à l'occupation d'une maison située à 50 mètres de la fac, les bombages ne font état que d'un seul mot d'ordre : « Soutien aux squatts ».

LE COLLECTIF LIBERTAIRE

Devant l'apathie généralisée des étudiants de Tolbiac, un collectif regroupant des militants libertaires organisés ou non, s'était formé sur des bases politiques qui avaient été mises dans une plate-forme distribuée à plus de 1500 exemplaires. Après un certain nombre de réunions tumultueuses, une constation fut faite : cette structure batarde qu'était le collectif ne reposait que sur les militants UTCL et OCA qui fournissaient le travail essentiel (projet politique, propagande, collages, ...) alors que les inorganisés, tout en crachant sur les organisations libertaires s'enfonçaient dans la « glande » la plus totale. Le collectif servit quand même à mettre un frein aux pratiques staliniennes du PC qui recouvrait tous les panneaux des organisations révolutionnaires. Une action fermement menée fit cesser ces pratiques sectaires, bornées et fascistes.

Le collectif libertaire n'est qu'une structure batarde, de dernier recours, inadéquate et ambiguë, qui peut devenir un paravent à l'incapacité de certaines personnes se réclamant de la tradition de lutte anarchiste, de structurer et d'assumer un travail militant.

LE MEETING

Une des seules actions concrètes émanant du collectif, fut d'organiser un meeting sur le rôle des anarchistes dans la révolution russe.

Après un bref rappel historique de Marcel Body, Daniel Guerin explicita en des termes politiques assez justes le rôle des anars et essaya, soutenu en cela par les interventions des militants OCA de centrer le débat sur la question du pouvoir et sur la nature de l'état soviétique actuel.

A l'échelle de Tolbiac, le meeting qui réunissait plus de 150 personnes fut un réel succès.

Le combat, à Tolbiac, continu vers la création d'un comité de lutte.

suppléants, remplaçants, normaliens.

GUERRE OUVERTE CONTRE LA DERNIERE CIRCULAIRE HABY

Sur le Val de Marne ce sont 257 suppléants qui sont directement touchés par la circulaire Haby qui ferme la liste des remplaçants, c'est-à-dire la possibilité d'être un jour titularisé. Haby manœuvre, il entend diviser suppléants, remplaçants et normaliens par le concours de l'EN. Il demande à ses sbires, recteurs et inspecteurs d'académie de mettre en place cette nouvelle boite d'intérim qu'il vient de créer, celle des nouveaux journaliers, les suppléants à vie.

Haby, tes auxiliaires ne sont pas des pions!!

Ta circulaire nous oblige à être reçus au concours de l'EN pour être titularisés, nous la combattrons en harcelant à tous les niveaux les responsables hiérarchiques, en provoquant des manifestations devant les inspections, les académies.
- Nos conditions de travail sont dégueulasses.
- Nos classes sont surchargées.
- Les congès ne sont pas remplacés.
- Les gosses sont coïncés, fichés par le nouveau dossier scolaire.

NON, NON, NON. La lutte ne fait que commencer. Tous ensembles suppléants, remplaçants, normaliens, titulaires, nous saurons mettre en échec la « circulaire négrier » d'Haby.

Généralisons nos luttes camarades, dégageons ensemble les axes communs de nos combats dans l'éducation nationale. Déjà nos contacts se multiplient : Créteil, Douai, Quimper, Limoges. Privas, renforçons l'unification.

Circulaire n° 77465 du 6.12.1977 signée : Deygout

FERMETURE DE LA LISTE DES REMPLAÇANTS

Texte adressé aux recteurs et aux inspecteurs d'académie

Par la circulaire visée en référence, je vous avais fait connaître que le plan général de fonctionnarisation des instituteurs remplaçants adopté par le Gouvernement comportait l'arrêt total du recrutement des instituteurs remplaçants après les opérations de la rentrée 1977.

Pour l'application de ces dispositions, je vous précise que les listes départementales d'instituteurs remplaçants "Ecoles" seront closes à compter du 31 décembre 1977. Vous voudrez donc bien prendre toutes mesures utiles pour que ces listes soient éventuellement complétées avant cette date dans les conditions fixées par la circulaire du 3 juin 1975.

A compter du 1er janvier 1978 les seules inscriptions susceptibles d'être prononcées seront celles concernant :

1°/ les instituteurs remplaçants du département ayant fait l'objet d'une radiation temporaire sous réserve qu'ils soient demeurés dans une position administrative régulière ;

2°/ les instituteurs remplaçants en fonction dans un autre département et désireux d'obtenir une mutation

Il va de soi d'ailleurs que ces mesures dérogatoires ne pourront intervenir que dans la limite du nombre maximum d'inscriptions autorisées.

L'arrêt du recrutement des instituteurs remplaçants entraine en corollaire les mesures suivantes :

1/ Toute stagiarisation d'instituteurs rèmplaçants sur postes vacants est interdite à compter du 31 décembre 1977. Les stagiarisations ne seront plus désormais effectuées que sur postes spécifiques créés par transformation de crédits de remplacement, sauf dérogation exceptionnelle autorisée par décision ministérielle.

2/ Les personnels auxiliaires recrutés à partir du 1er janvier 78 soit pour pourvoir des postes vacants, soit pour pourvoir , nombre pour nombre, les places qui deviendraient disponibles par suite de radiations sur la liste départementale des instituteurs remplaçants "Ecoles", auront tous la qualité de suppléants éventuels.

Ils seront recrutés :

- soit en priorité parmi les instituteurs roustaniens en disponibilités

- soit, dans les conditions prévues par la circulaire n° 76-240 du 27 juillet 1976, pour une période limitée à une année scolaire, parmi les candidats justifiant des titres requis pour être candidats aux concours d'entrée à l'école normale et qui prendront l'engagement de se présenter à ces concours en fin d'année scolaire.

Pour cette dernière catégorie de candidats, je vous préciserai prochainement les conditions de limite d'âge qui doivent être appliquées.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ET L'O.C.A

MISE AU POINT

Les différentes pratiques développées par l'OCA depuis sa formation (avril 1976) ainsi que ses prises de positions autour des principaux événements, ont suscité dans le cadre du mouvement libertaire un certain nombre de réactions.

Il s'agit, malheureusement de réactions et non pas de critiques au sens plain, révolutionnaire du terme (soient-elles négatives). La Fédération anarchiste française, conformément à sa tradition d'ignorer toutes les composantes du mouvement libertaire, s'en est donné les moyens vis-à-vis de l'OCA en nous signifiant par lettre que : « Vu l'exiguïté de nos locaux nous ne pouvons pas diffuser votre revue ». Apparemment, cette décision n'a été prise qu'à un niveau central puisque d'autres groupes, par exemple Emma Goldman dans son local, diffusent « Lutter ».

Une autre remarque concernant le récent tournant de la FA lors de son Congrès exceptionnel : nous nous sommes réjouis de sa volonté de « reconnaître » la lutte des classes et pourtant les moyens qu'elle entend se donner pour la réalisation d'une organisation de masse des travailleurs (cercles d'entreprise spécifiquement Fédération anarchiste) nous paraissent incompatibles avec l'objectif qu'elle se donne. Cette contradiction tactico-organisationnelle devrait être dépassée par la pratique des militants libertaires voulant développer une action véritablement révolutionnaire et de classe.

En ce qui concerne « Basta », tribune des milieux autonomes, affinitaires anarchistes, il nous est difficile de répondre aux différentes critiques polémiques qu'ils ont avancées (sur trois plans : l'antimilitarisme, l'organisation et l'Espagne). Ce qui est gênant, c'est que le journal en question donne sur ces trois problèmes soit : une réponse vague (vers une insoumission anarcho-viscérale) soit une réponse totalement négative (sur l'organisation) voire pas de réponse du tout (dans le numéro sur l'Espagne, ils se contentent de traduire un article de « Ajo Blanco » sans donner aucune position). Nous attendons donc qu'ils se positionnent d'une façon plus cohérente sur les problèmes en question, pour que nous puissions leur répondre.

La parution dans « Front Libertaire » No85 d'un article intitulé : « L'OCA de la problématique organisationnelle au gauchisme » nous a déterminé de faire cette série de mise au point. Nous aurions préféré le faire à travers des entretiens plus substentiels entre nos deux organisations, qui auraient pu mettre en avant tout d'abord ce qui nous unit. Ce qui est très grave dans cet article c'est que les divergences réelles existantes entre nos deux organisations (sanctionnées par nos prises de positions et nos pratiques respectives lors de la lutte contre l'extradition de Klaus Croissant et les élections législatives) sont présentées insidieusement à travers des calomnies et des interprétations non argumentées. Qu'est-ce qui permet de dire à l'OCL que l'OCA « lors de l'affaire Croissant est à la recherche de la signature d'organisations démocratiques PC-PS...) ? Il est évident que c'est faux, les militants de l'OCL sont les premiers à s'en rendre compte mais, calomniez! clomniez! il en restera toujours quelque chose. Pourquoi l'OCA serait une « organisation de type léniniste » ?? aucune explication sinon que « l'OCA a suivi une trajectoire politique qui l'a amenée à être co-signataire de Combat communiste à la plate-forme de l'UTCL » argument non seulement insuffisant mais faux, ce que rend explicite la lecture – de la prosition parue dans « Tout le pouvoir aux travailleurs » et – de la plate-forme finale. Pourquoi ces attaques ? L'OCL n'aurait-elle pas pardonné à l'OCA de ne pas avoir suivi, comme elle l'a fait « les autonomes dans leurs différentes péripéties ? Nous tenons en échange à condamner l'OCL pour : – avoir appelé à une manifestation à la gare St Lazare (sur l'Allemagne) manifestation qu'elle savait pertinemment ne pas pouvoir assumer. Non seulement de fait la manifestation n'a pas eu lieu, mais un certain nombre de gens qui ont répondu à leur appel se sont fait embarquer par la police.

pour : – avoir cautionné la mascarade spectaculaire d'un groupe « d'autonomes » qui à visage découvert devant des dizaines de photographes, appelaient au P 38 et à la lutte armée lors du meeting à la mutualité de soutien à K. Croissant.

pour : – avoir participé et revendiqué l'occupation de « Libération » à un moment où il fallait s'attaquer aux mass-média et non pas s'accrocher aux contradictions (réelles) de « Libération ».

pour : – avoir appelé et participé au rassemblement de Strasbourg; et surtout la façon d'avoir expliqué son échec, somme toute prévisible... voilà nous avons ainsi démontré que la France aussi est un état policier. C'est le même type d'arguments qui ont été utilisés en Allemagne ces dernières années et qui ont abouti à la situation actuelle. Le rassemblement TUNIX de Berlin a apporté en ce sens des critiques importantes.

RÉDUIRE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE A CE TYPE D'OBJECTIFS C'EST L'AVORTER PUREMENT ET SIMPLEMENT, CAMARADES!

Quant aux législatives, qu'elles ont été les initiatives concrètes de l'OCL ? A part les rassemblements anti-électoralistes à caractère local

nous n'avons eu connaissance que d'un appel de l'OCL (publié dans Libé) qui invitait à une réunion centrale afin de se mettre d'accord sur « l'envoi de chats, chiens et autres quadrupèdes » comme candidats aux élections! Au-delà de l'anecdotique plutôt misérable, quelles sont les propositions politiques de l'OCL ? Nous pouvons nous en faire une idée en lisant la conclusion de l'édito du FL No 85 : « La tâche des communistes libertaires est donc d'aider plus que jamais au regroupement de toutes les forces éparses qui veulent se battre de façon autonome pour l'abolition du salariat... C'est en désobéissant à la bourgeoisie (au patron, au chef, à l'État, au percepteur...) en reprenant plus que jamais les attaques de fond contre le capitalisme, en expliquant sans cesse la nécessité de rompre avec lui, que nous pourrons avancer ». C'est au nom de ce genre de vérité, valable à tout instant depuis que le capitalisme existe, que l'OCL crie au gauchisme et au léninisme, lorsque contre les législatives, l'OCA organise avec l'UTCL et Combat Communiste un meeting anti-électoraliste, à partir des luttes en cours, sort une brochure anti-électoraliste « Pour une alternative révolutionnaire » et fait campagne contre la mascarade électorale en valorisant les luttes qui n'ont pas abouties (luttes qui n'ont pas abouties à cause de la trahison bureaucratique syndicale et politique des réformistes dans la perspective électorale).

En ce qui concerne notre démarche anti-électoraliste précisons-le une fois pour toute : il ne s'agit pas pour l'OCA de proposer aux travailleurs combatifs dont une partie importante vote à gauche de se battre uniquement sur des revendications économiques plus poussées, ou bien, sur des objectifs maximums de type « abolition du salariat », le communisme libertaire, ...

Ce réformisme gauchiste ainsi que ce maximalisme sans suite nous est parfaitement étranger.

Ce que nous proposons, dans la conjoncture actuelle politique, sociale et idéologique, aux travailleurs « frustrés » par les échecs successifs dûs à la montée de la répression et à l'attentisme criminel des bureaucrates, ce sont des modalités de lutte révolutionnaires qui, une fois généralisées peuvent rendre possible à la fois la satisfaction des revendications et l'affirmation des objectifs révolutionnaires du prolétariat.

En ce sens nous tenons compte et nous nous solidarisons avec les revendications exprimées dernièrement par l'ensemble des travailleurs, tout en essayant de les développer, de les unifier et proposer d'autres objectifs. Voilà comment nous entendons, nous, mener la lutte anti-électoraliste; voilà ce que nous avons proposé dans notre campagne pour l'abstention révolutionnaire. C'est sur ce point qu'il y a les divergences majeures avec l'OCL.

Son erreur consiste, selon nous, dans la sous-estimation de la capacité combative de l'ensemble des travailleurs engagés dans les luttes souvent économiques (souvent manipulées par la bureaucratie syndicale c'est vrai) au profit d'une sur-estimation du poids et de la dynamique d'un certain nombre d'individus et groupes qui sont sur des positions maximalistes. Nous considérons qu'il ne faut pas s'automystifier au sujet de ces derniers : il s'agit certes de travailleurs en rupture avec le gauchisme, sur des positions très avancées mais qui sont loin de constituer un secteur significatif de la classe ouvrière aujourd'hui. Ce n'est pas une critique, ce sont nos camarades, mais une constation dont il faut tenir compte.

A moins qu'il s'agisse d'une surestimation purement tactique (ce qui rentrerait en contradiction avec les présupposés libertaires) nous considérons que l'OCL devrait revoir son analyse.

L'OCA n'entend pas organiser séparément les revendications de l'ensemble des travailleurs touchés par la crise et ce secteur ultra minoritaire. L'OCA par contre entend s'organiser par rapport au combat global, concret des travailleurs, y compris ceux qui sont sur des positions maximalistes. C'est cela se battre pour l'autonomie de classe. Les individus et les groupes autonomes organisés d'une façon limitée et locale le font eux aussi à leur manière. Selon nous la tâche de l'organisation est de constituer un trait d'union, un lien commun aux secteurs les plus radicalisés des travailleurs en lutte et de ceux qui avancent déjà des objectifs plus larges (abolition du salariat...). Nous sommes solidaires des autonomes dans leur action dans les boites mais nous nous opposons aux agissements d'organisation comme l'OCL qui visent à l'accentuation de la séparation de ces travailleurs par rapport à l'ensemble de la classe en lutte. Combattre la division et non pas l'accentuer, unifier, renforcer les luttes des différents secteurs, voilà le rôle de l'organisation.

A court terme la démarche de l'OCL est payante (voir les rassemblements auxquels elle participe sur des thèmes assez vagues d'ailleurs); il s'agit de petites victoires plus ou moins spectaculaires mais non d'acquis pour le mouvement révolutionnaire. A moyen terme, elle n'implique pas l'organisation des travailleurs révolutionnaires mais l'organisation d'un ghetto impuissant et objectivement récupérable par le pouvoir.

Une dernière remarque enfin : contrairement à ce que pensent les gens de « Lanterne Noire » (voir No 9 pages 12-13), l'OCA ne tire aucun triomphalisme de la crise mais essaye de se donner les moyens d'en faire une analyse qui puisse servir l'avancée des travailleurs. Constater que la crise du capital s'accompagne d'un renforcement de l'État ne donne nullement lieu à un optimisme mais renforce la nécessité de mener un combat anti-étatique conséquent. Nous considérons qu'il serait plus bénéfique pour le mouvement que les camarades de « Lanterne Noire » se penchent sur les problèmes de la crise plutôt que d'être à la recherche d'un purisme historique et théorique de l'anarchisme international.

OCA

O.CA
Paris:
116 rue MONTMARTRE
75002 Paris
tél : 236.26.09
Permanence: samedi 14h-18h

PLUS QUE LES

« Renault : Qu'est-ce qui a changé pour les travailleurs ? »

A mesure que l'on s'approchait du 12 mars, le débat sur les nationalisations qui il y a quelques mois servait de toile de fond à la rupture PC/PS, a tendu à disparaitre pour être remplacé par un débat plus politicien et plus électoraliste qui convient parfaitement aux deux partis.

Cependant, après la défaite de la gauche, il nous semble important d'aborder à nouveau et de façon concrète le problème des nationalisations. Et cela pour deux raisons principales :

— tout d'abord s'il ne convient pas de s'opposer idéologiquement à l'idéologie même sur laquelle se base le programme commun (les nationalisations) il est malgré tout important de dénoncer les incohérences, les insuffisances, voire les dangers des projets de nationalisation;

— et surtout il nous parait important de mieux cerner le phénomène de nationalisation (d'étatisation) auquel les travailleurs seront peut-être amenés à s'opposer un jour.

LA QUERELLE PC/PS.

La querelle PC/PS qui s'est ouverte en septembre 1977 sur le problème des nationalisations est le signe évident que le programme commun n'a jamais été autre chose qu'un compromis idéologique dans lequel aucune politique économique n'est formulée. Ce compromis s'est résumé en 1972 aux concessions faites par le PC au PS en matière de réformes institutionnelles, sur l'alliance atlantique et sur l'europe, le PS accordant en contre-partie aux communistes certaines mesures économiques et notamment le principe des nationalisations.

Si l'on compare en matière de nationalisations les propositions du PC au début des négociations de 1972 (25 groupes à nationaliser) et le résultat de ces négociations (9 groupes nationalisables plus le crédit), on ne peut pas s'étonner de l'actuelle querelle PC/PS; on peut juste s'étonner du fait qu'il ait fallu 5 ans pour que celle-ci se déclare. De plus si l'on considère le fait que les propositions du programme commun de 1972 en matière de nationalisations ne constituent qu'une rallonge équivalent à la moitié du secteur public existant actuellement, il n'est pas surprenant que le PC ait éprouvé le besoin de proposer des nationalisations supplémentaires qu'imposaient selon lui la crise économique actuelle.

Les propositions supplémentaires du PC en 1977 portaient sur 6 nouveaux groupes pris parmi les 25 de 1972 : 4 holdings de la sidérurgie, CFP- Total et Peugeot-Citroën.

Cependant il serai illusoire de vouloir rendre compte des divergences PC/PS uniquement à partir des chiffres avancés par les deux partis. En effet, ces chiffres sont loin d'être le fruit de décisions arbitraires; ils sont d'avantage l'expression des différences entre le PC et le PS au niveau des critères de nationalisations et au niveau des motivations et des stratégies politiques.

LES CRITERES DE NATIONALISATION.

En effet si le PC et le PS ont réussi à se mettre d'accord sur la nécessité des nationalisations, en présentant d'ailleurs le moyen que constituent les nationalisations comme une véritable politique économique, les critères sur lesquels

LE POUVOIR AUX

NATIONALISATIONS :

doit se faire la nationalisation d'une entreprise ne sont pas pour autant homogènes au sein de l'« union de la gauche ».

A la différence du PS, le PC a su définir des critères assez précis pour décider de la nationalisation d'une entreprise :
– pour lui les critères fondamentaux sont le poids global de l'entreprise, sa capacité à investir et à s'autofinancer, l'importance qu'elle a dans le commerce mondial, le haut niveau technique et le rôle dominant qu'elle peut jouer dans une branche sur les entreprises en aval. A cela il faut ajouter la nationalisation du crédit, des assurances (à l'exception des mutuelles) et les sociétés vivant sur des fonds publics (ex: Dassault).

En revanche pour le parti socialiste le seul critère retenu est le chiffre d'affaire de l'entreprise. A la lumière de cette divergence, force est de reconnaitre que les critères du PC visent d'avantage à un contrôle et à une transformation (même si elle ne constitue pas une réelle remise en cause) des structures économiques françaises que les critères du PS qui constitue juste un seuil flou et limitatif d'entreprises à nationaliser.

Toutefois les divergences PC/PS ne se résument pas plus à la différence des critères de nationalisation qu'au nombre de groupes à nationaliser. Un autre fait vient compliquer le débat : en effet quand le PC parle de groupes à nationaliser le PS comprend aussitôt : nationalisation des sociétés possédées à 98% par les sociétés mères. Ainsi le problème ne se posait plus en septembre 1977 dans les termes : nationaliser 9 ou 15 groupes mais dans les termes : nationaliser 1100 ou 1550 filiales. Devant l'ampleur des divergences et le PC s'étant rendu compte qu'il avait peut-être un peu forcé la dose, le débat reviendra très vite par la suite à un autre niveau : nationalisation de toutes les filiales ou nationalisation des filiales majoritaires des 9 groupes initiaux.

En effet si le PC est prêt à faire le forcing au niveau des nationalisations, il n'en est pas de même pour le PS qui en plus de problèmes techniques invoque l'impossibilité (au nom de quelle analyse économique ?) de nationaliser du capital qui n'appartiendrait pas aux holdings nationalisables; ce qui se produirait effectivement si l'on nationalisait les filiales non majoritaires des groupes concernés.

De plus ces divergences sont prolongées par une différence d'optique entre le PC et le PS au niveau du degré de nationalisation. Si pour le PC la règle est la nationalisation à 100%, le PS n'est pas aussi catégorique et il prend pour exemple et pour argument le fait que la SNCF possédée à 51% par l'État est pleinement dirigée par celui-ci. Cependant l'attitude du PC peut-être expliquée par le fait que celui-ci craint qu'en cas de changement de gouvernement les actionnaires minoritaires ne se constituent en une minorité de blocage.

LES MOTIVATIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES DU PC ET DU PS

Cependant dans cette bataille de chiffres de seuils et de degrés de nationalisations, il ne faut pas perdre de vue les motivations politiques et stratégiques des deux partis.

De plus il ne convient pas d'aller chercher dans le vocabulaire électoraliste les termes de surenchère et de timidité pour qualifier les attitudes respectives du PC et du PS. En effet s'il y a surenchère et timidité, c'est en fonction d'objectifs stratégiques bien déterminés.

Pour le PC il s'agit de renforcer au maximum le secteur nationalisé pour deux raisons essentielles :
– ce renforcement aura pour effet de multiplier les possibilités de former des bastions CGT dans les différentes branches de l'activité économique (comme c'est le cas à l'EDF-GDF) et ainsi le PC aura dans les entreprises un poids qui lui manquera peut-être au sein du gouvernement;
– de plus cette extension du secteur nationalisé correspond à un des derniers piliers (sinon le dernier) de la tradition idéologique du PC après l'abandon de la dictature du prolétariat.

Il faut ajouter à cela que le PC s'inquiète de venir au pouvoir pour gérer une crise qu'en 1972 on n'imaginait pas si profonde. Et pour faire face à cette crise le PC veut mettre le maximum de garantie de son côté; les nationalisations constituent selon lui une de ces garanties.

Le durcissement de l'attitude du PS par rapport aux propositions du PC n'a guère pour sa part qu'une explication électoraliste : le PS refuse de céder au PC avant d'être au gouvernement pour rester crédible et pour se montrer en dernier ressort comme un rempart contre le collectivisme.

Les stratégies socialistes et communistes se heurtent également au niveau des élections des PDG et des conseils d'administration des entreprises nationalisées. Pour l'élection des représentants des travailleurs au conseil d'administration le PC, sûr qu'il est de la force de la CGT, se prononce pour des listes syndicales, solution que refuse le PS.

Pour l'élection des PDG le PC invoquant des principes autogestionnaires, se prononce pour des candidatures libres, sûr qu'il est là encore de la réussite des cadres de la CGT à ces élections. Le PS pour sa part et pour éviter le danger d'une montée de la CGT au sein des entreprises nationalisées, se prononce pour des candidats qui répondraient à une liste d'aptitude fixée par le gouvernement, liste dans l'établissement de laquelle le PS aurait de fait plus de poids que le PC. Le PS serait assuré ainsi d'avoir à la tête des entreprises nationalisées des technocrates répondant à son entente en matière de gestion.

La liste des divergences stratégiques entre le PC et le PS à propos du fonctionnement des entreprises nationalisées est encore longue; qu'il suffise d'en citer quelques unes : le problème des licenciements, la résolution des conflits entre travailleurs et direction, la mise en place de pratiques « autogestionnaires », ...

Nous voyons donc bien que l'étendue des divergences au niveau du fonctionnement des entreprises nationalisées est sans commune mesure avec le problème limité du nombre des nationalisations. Nous pouvons même dire que le problème du nombre de nationalisations est aujourd'hui quasi inexistant : en effet après les concessions acceptées de part et d'autre, la divergence se résume à une différence de 100.000 salariés entre le projet socialiste et le projet communiste.

Pour le moment l'ensemble des divergences notées plus haut sont renvoyées à des négociations entre les syndicats où les mêmes problèmes risquent fort de resurgir.

Nous en arrivons alors au cas de victoire de la gauche au point où ce sera aux travailleurs de décider enfin des solutions qu'ils voudront donner à ces problèmes.

TRAVAILLEURS

Mais dans l'immédiat le problème des nationalisations reste entier.

NATIONALISER : POUR OU CONTRE ?

« A quinze nationalisations, on serait réformiste et révolutionnaire à seize ?... » (Mitterand 1975). Sous l'humour facile c'est le pavé dans la marre et sous ce pavé ce n'est pas forcément la plage...

Les nationalisations clés de voute du programme commun sont un enjeu de taille qui ont coûté à la gauche la victoire aux législatives. Et comme nous l'avons vu, autant le PC que le PS ont construit un rapport de force pour l'ouverture de nouvelles négociations, chacun apportant pour caution le poids de ses électeurs.

En plus du changement de régime c'est l'actualisation du programme commun qui a été soumis aux urnes : des nationalisations, ça c'était sûr, plus ou moins cela aurait dépendu du rapport de force. Car nationaliser, c'était pour les partis de l'union de la gauche la garantie nécessaire et suffisante du changement social. Dans quelle proportion nationaliser ? Les lignes politiques se sont affrontées, chacun a joué le forcing, les questions d'opportunité se sont posées face à la crise.

Du côté socialiste, il ne fallait pas effrayer la clientèle électorale potentielle : « Un contrat solennel a été passé avec l'opinion qui nous a fait confiance – explique Mitterand –, appliquons-le avant de le modifier ... » Il ne fallait surtout pas surcharger la barque sous peine de se retrouver le bec dans l'eau...

Quand aux communistes, au contraire, il fallait vaincre la « timidité », il fallait faire basculer l'économie « du bon côté » vers une nouvelle croissance; la progressivité des nationalisations doit être liée aux exigences des masses », mais ces exigences c'est au parti qu'elles devaient dans un premier temps répondre pour qu'il lui fut possible de relancer l'économie...

Car la problématique de la gauche c'était bien qu'il fallait réussir à endiguer la crise du capital en répondant aussi à une volonté populaire de démocratie, de prise en charge collective de toutes les instances de la vie sociale.

Seulement, comment tenir le pari sur ce double objectif quand les circonstances ont voulu la stratégie d'union de la gauche. Pour le parti communiste il n'est plus question d'infléchir la volonté des travailleurs par la dictature du prolétariat et son pendant, le parti unique. Il s'agit donc de faire jouer aux nationalisations (dernier rempart de sa politique) non seulement le rôle de moyen de lutte anti-capitaliste mais encore le rôle de structure démocratique en soi. La place et le rôle des nationalisations doivent être étendus.

Mais cela pose le problème inévitable du rapport des travailleurs à l'État. Qui dirige, pour qui et comment ? Et comme, ni le programme ni les partis attachés à ce programme n'ont défini de réelle politique économique globale, le PC répond à la question par « gestion démocratique » ? Campagne électorale oblige, le PC évolue, on parle d'« autonomie de gestion » et on va même plus loin; il s'agirait d'impulser un processus d'« autogestion nationale ». Les idées vont bon train, on n'arrête pas le progrès... La seule entorse à ces discours c'est que les travailleurs n'ont pas eu leur mot à dire. Leur pratique a été mise au rencart mais ils ont voté. Ils se sont prononcés pour une éventuelle politique « autogestionnaire » qui n'a jamais été dans l'histoire du PCF, la clé du socialisme, loin s'en faut.

Le parti socialiste quant à lui peut apparaitre comme plus cohérent. Il parle d'autogestion depuis un certain temps. Seulement les travailleurs ont appris à connaitre ce parti au cours de son histoire. Les nationalisations avancées à pas feutrés ne sont pas tant une preuve de ses velléités anti-étatiques qu'une façon de composer avec la bourgeoisie. L'autogestion version socialiste ne s'inscrit pas tant dans une dynamique anti-capitaliste et de démocratie directe que dans un processus de collaboration de classe. Mais le PS n'en est pas à une démagogie près.

Or dans la réalité quotidienne du travail et des quartiers, c'est là où le bas blesse. La problématique des nationalisations ne se résoud pas à être pour ou contre, elle ne s'exprime pas plus dans la seule volonté d'étendre ou de restreindre leur champ d'activité.

Nationaliser n'est pas un but en soi, le but de la lutte des classes c'est le pouvoir aux travailleurs dans toutes les instances de la vie sociale. Les nationalisations ne sont pas un label de garantie du socialisme – les États les plus nationalisateurs ne sont d'ailleurs pas les plus socialistes. Nationaliser c'est surtout un moyen de réduire le pouvoir économique d'une fraction de la bourgeoisie et d'impulser un nouveau type de production, encore faut-il connaitre sous couvert de quelle politique les nationalisations se font.

La question essentielle ne repose donc pas tant sur le bien fondé des nationalisations que sur le cadre dans lequel elles se feront. Et sur la question de la gauche n'est pas totalement muette, elle est plus que floue.

Nous refusons d'entrer dans un débat idéologique stérile en tirant des plans sur la comette; au contraire notre ennemi principal c'est la bourgeoisie et cette bourgeoisie il faut commencer à l'abattre. Mais plus que sur les possibilités d'un futur gouvernement de gauche, il nous faut encore et plus que jamais compter sur nos propres luttes. Notre seul et vrai vote c'est la grève générale expropriatrice, c'est le pouvoir aux travailleurs à la base.

Les nationalisations apparaissent dès lors sous un éclairage nouveau pour nos luttes : le rapport à l'État y serait plus direct. Les travailleurs devraient s'affronter aux récupérations bureaucratiques et technocratiques qui ne manqueraient pas de traduire un système de production qui resterait capitaliste. C'est en ce sens que la dynamique anti-capitaliste retrouverait ce que les partis réformistes ont brisé chez les travailleurs à savoir le combat anti-étatique.

C'est en ce sens que les démagogies du PC et du PS sur le thème de l'autogestion se trouveront bousculées par des pratiques de classe construisant l'autogestion à la base. Les acquis du passé (« Nous ne pouvons accepter que l'État soit à la fois propriétaire et gestionnaire » affirmait la CGT en 1919), la tendance de nombreuses luttes à opérer des ruptures aujourd'hui avec la délégation de pouvoir, serviront le combat de demain. Nos efforts doivent aller dans ce sens.

PLUS QUE LES NATIONALISATIONS, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS.

Car pour qui nationaliser et pour quoi ?

Outre l'attachement idéologique des partis de gauche aux nationalisations, celles-ci servent toutefois d'argument de choc pour une prise de pouvoir en période de crise : crise de restructuration du capital (monopoles/secteur non monopoliste) et de crise de l'État. L'État se renforçant quand l'accumulation du capital connait des blocages.

L'argument – nationalisation – consiste d'une façon extrêmement simplifiée à répondre à la problématique suivante. Le moteur des économies capitalistes c'est le profit. La crise du capital traduit la baisse du taux de profit en même temps qu'une concentration du capital dans les secteurs monopolistes.

La crise du capitalisme c'est donc, ainsi résumé, la tendance à la baisse du taux de profit en tant qu'indice et symptôme des transformations profondes des rapports de production et de la division sociale du travail.

Or dans ce contexte, les secteurs non monopolistes sont obligés de débaucher pour conserver une certaine rentabilité. Ils peuvent encore fermer les portes ou enfin être contraints d'innover de nouvelles techniques de production et de nouveaux produits. En tout état de cause les monopoles sont gagnants. Fixant leurs prix par rapport

au secteur non monopoliste, alors que leurs coûts de production sont bien inférieurs à ce secteur, ils enregistrent des superprofits. Récupérant à terme et à bon marché les progrès techniques réalisés par le secteur non monopoliste ils étendent leur hégémonie et concentrent le capital en provoquant sur le marché global une baisse du taux de profit et ses conséquences économiques et sociales.

Alors le rôle de l'État se légitime idéologiquement d'autant plus qu'il se réclame de gauche et se veut représentatif des intérêts des travailleurs: en nationalisant les grands monopoles l'État handicape un certain type de développement du capital en même temps qu'il met en œuvre des contre-tendances à la baisse du taux de profit. Dévalorisant une partie du capital suraccumulé dans certains secteurs, les nationalisations permettent des transferts considérables de plus-values de certains capitaux à d'autres.

Ce processus relance l'économie et contribue à court terme à la satisfaction des revendications matérielles des travailleurs. Mais ce processus n'est ni fondamentalement anti-capitaliste ni une amorce en soi du pouvoir aux travailleurs.

C'est un moyen de restructurer l'économie : « Nous essaierons autant que faire se peut, d'éviter la constitution de monopoles d'État » prévient à l'avance un leader du PS.

Pourtant les syndicats eux-mêmes sont sceptiques; l'expérience des entreprises nationalisées démontre que « l'étatisation » progressive des entreprises, les « ingérences » croissantes du gouvernement dans leur gestion, ont étouffé les possibilités offertes aux travailleurs par les statuts. Tout ce qui était prévu pour amorcer un contrôle des travailleurs ou leur participation à la gestion, s'est étiolé depuis trente ans... Il est vrai que les nationalisations d'après-guerre ont dû compter avec des régimes de droite; la grande espérance manifestée aujourd'hui réside dans une nouvelle vague de nationalisations sous couvert d'un futur gouvernement de gauche.

Alors sous cette condition les nationalisations seront-elles le « berceau » de l'autogestion ? La question est capitale mais la réponse n'appartient pas aux partis qui un jour seront au gouvernement. C'est de l'attitude des travailleurs, de l'intérêt qu'ils manifesteront en tant que classe, que dépend plus que jamais la réponse à cette question. Si leur attitude confirme la volonté d'autonomie qu'ils ont manifesté dans nombre de luttes ces derniers temps, leur combat aura inévitablement un caractère anti-étatique. Quelle sera en conséquence la réponse de la classe politique de gauche au pouvoir ? Elle dépendra des rapports de force en présence...

C'est pourquoi, en tant que fraction des travaillleurs organisée dans le combat anarchiste, notre stratégie doit être claire : plus que le vote, l'action directe de classe sans délégation de pouvoir; plus que les nationalisations, l'autonomie ouvrière vers le pouvoir aux travailleurs à la base à l'usine, au bureau et dans les quartiers.

QUELQUES DATES

A la fin du dixneuvième siècle le mouvement révolutionnaire international prend conscience du fait que la révolution passe par la confiscation de la plus value. C'est dès cette époque que le concept de nationalisation apparaît dans le mouvement syndical français. Ces nationalisations ont alors un caractère anti-étatique certain.

Suivons l'évolution de ce concept au cours du XXe siècle :

– 1887 : la Fédération des travailleurs socialistes propose la nationalisation des secteurs-clefs.
– 1911 : le Parti Socialiste reprend cette proposition.
– 1920 : la CGT déclare : « Nous ne pouvons accepter que l'État soit propriétaire et gestionnaire ».
– 1921 : la CGTU considère que les nationalisations constituent une diversion visant à détourner les travailleurs des véritables problèmes.
– 1936 : le Parti Communiste, considère les nationalisations comme étant à même d'être récupérées par le capital.
– 1944 : le programme du comité national de résistance (qui contient des nationalisations) a un certain contenu anti-étatique.
– Nous assistons ensuite à un renversement de tendance : les réformistes socialistes émettent de plus en plus de réserves quant aux nationalisations et le PC tend de plus en plus à en faire son cheval de bataille.
– 1955 : une tendance à l'intérieur de la CGT craint que les nationalisations puissent être récupérées par les trusts capitalistes.

Ce survol rapide du siècle passé nous montre à l'évidence le rôle des partis réformistes et des centrales syndicales : évacuer le problème de l'État du débat sur les nationalisations.

AUTOGÉRONS, UNIFIONS, COORDONNONS NOS LUTTES

DEMOCRATIE DIRECTE!

DEMOCRATIE DIRECTE ET POUVOIR OUVRIER

Les programmes démagogiques bourgeois, la démagogie électoraliste replacent au premier plan, la démocratie; chaque formation politique de droite comme de gauche s'en fait le héraut, et à les croire tout se joue sur ce point et le vote du 19 mars signifiait soit la fin des libertés, soit leur début, soit leur renouvellement, en bref était déterminant pour la vie démocratique de la société française.

Les travailleurs connaissent la démocratie libérale avancée, Giscard, Chirac, Barre, démocratie bourgeoise gestionnaire de la société d'exploitation des travailleurs, démocratie qui fait payer durement la crise aux travailleurs, démocratie qui a matraqué, assassiné des ouvriers, des viticulteurs, des militants anti-nucléaires, des immigrés, qui a conduit une attaque sans précédent contre la classe ouvrière, contre les libertés syndicales, d'association, de manifestation ou de réunion, qui a permis l'extradition de l'avocat Croissant, comme l'expulsion et l'emprisonnement de milliers de travailleurs immigrés à Arenc, démocratie surveillée par une police omni-présente.

Dans les programmes respectifs des ex-partenaires de l'union de la gauche, les jalons d'une autre démocratie sont posés, de nouvelles libertés sont programmées; parce que le gouvernement de gauche élu serait au service des travailleurs; parce que les travailleurs seraient alors plus proches du pouvoir, de la prise de décision. En fait ces déclarations sont parfaitement incontrôlables par les travailleurs, la social-démocratie avancée par le PS se présente surtout comme pouvant gérer le système en place, et la démagogie du PC allant jusqu'à s'affirmer autogestionnaire (contre l'étatisme et la bureaucratie) ne peut nous faire oublier qu'il est loin de donner le pouvoir aux travailleurs.

En ce qui concerne l'extrême-gauche léniniste, elle est tombée une fois de plus dans une frénésie politicarde, effrayante d'impuissance et de dispersion, mettant une fois de plus en avant ses vélléités suivistes par rapport à la gauche PC, correspondant à son refus d'avancer vers une expression autonome des travailleurs face au capitalisme et au réformisme...

La démocratie ouvrière.

Historiquement un courant du mouvement ouvrier à contré les manœuvres de la bourgeoisie par une pratique qui dans les luttes a donné tout le pouvoir aux travailleurs, et pour qui le socialisme n'est ni un modèle calqué sur les structures bourgeoises, ni un modèle centralisé, étatisé, ni un système fondé sur la délégation de pouvoir : la démocratie directe, et son pendant, le communisme libertaire.

Aujourd'hui, cette pratique est seule à même d'imposer des solutions ouvrières et d'ouvrir la voie révolutionnaire. Contre les illusions de la démocratie bourgeoise, et pour l'après-mars, dans les luttes.

Dans les textes qui suivent nous avons voulu montrer ce qu'a été la démocratie directe, quelles réalités elle a recouvert et sa signification à l'heure actuelle pour le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Sur la Commune de Paris.

La Commune de Paris fut le premier mouvement insurrectionnel authentiquement prolétarien; il est donc évident que celui-ci eut certaines imperfections stratégiques et put commettre des erreurs. Mais cela ne peut justifier un mépris tel celui de Marx envers une expérience dont tout lui échappait : une théorie et une pratique en définitive profondéement opposées aux thèses centralistes et autoritaires de son projet communiste.

Finalement pour Marx, ce sera moins les conditions objectives que le refus de la délégation de pouvoir au sein du mouvement, qui fera échouer la commune.

Alors que la démocratie directe était le moteur du mouvement social révolutionnaire...

La révolution russe ou les « 2 octobres ».

C'est Piotr Archinoff qui a avancé le premier cette analyse, comme quoi il y a eu en 1917 deux mouvements, qui, partant d'un même principe, l'émancipation des travailleurs, se sont finalement opposés, combattus : l'octobre ouvrier et paysan, l'octobre bolchévik. C'est lui aussi qui avance une critique du mouvement anarchiste que nous partageons :

« Il serait erroné de penser que le mouvement libertaire organisé n'a pu se renforcer en Russie uniquement du fait de la répression étatique des Bolchéviks. (...) Celle-ci ne fut qu'une des raisons de notre défaite en Russie. (...) Nous pensons que la principale d'entre elles est l'absence d'une programme pratique (...).

Quelles sont les tâches du "1er jour de la révolution sociale" pour le monde du travail et pour nous ? Nous pensons qu'elles touchent les deux problèmes fondamentaux de la révolution : **organisation de la production et de la consommation sur la base de l'indépendance et de l'autogestion des travailleurs** ».

Il est vrai que les seuls anarchistes qui avançaient alors la nécessité de propositions concrètes étaient marginaux : communistes libertaires et anarcho-syndicalistes sont allés dans ce sens, mais il était déjà trop tard; le mouvement libertaire n'avait pas préparé la révolution par des mots d'ordre constructifs, n'avaient pas su se doter des structures lui permettant d'assurer la victoire, le parti bolchévik avait réalisé les deux.

Les réalisations.

L'organisation de la production à Kronstadt (1917) doit être un acquis : « Chaque Soviet, chaque organisation locale d'ouvriers et de paysans tend à s'unir volontairement avec les organismes du même type. De cette façon, la Fédération des Soviets libres et la Fédération des comités d'usine et de fabrique créent une force organisationnelle puissante, tant pour le succès de la défense de la révolution que pour régler (...) la production et la consommation ».

Sur l'habitat, les assemblées générales, le bureau général exécutif des comités de maison se chargeaint des diverses tâches, les habitations devenant ainsi la propriété collective de la population. La question militaire devait bien sûr se poser avec le plus grand discernement : « Les Soviets (...) préparèrent avec l'aide des comités d'usine et de fabrique l'instruction militaire systématique des ouvriers, organisèrent des détachements, les envoyant au front, et s'occupèrent de la fourniture du ravitaillement de la population » (références sur Kronstadt d'Efim Yartchouk).

Le rôle de la makhnovhtchina dans la construction de la démocratie directe en période révolutionnaire a elle aussi été non négligeable : Soviets

libres et indépendants, Soviets de travailleurs, capables de créer des organes d'autogestion populaire à vocation coordinatrice, par branches d'activités économiques et par territoire.

Durant toute la révolution, deux principes d'organisation se sont opposés : centralisme démocratique et démocratie directe, jusqu'à ce que l'un l'emporte finalement sur l'autre.

Pour le premier, les Soviets devaient être la courroie de transmission du Parti qui, seul, défendait les intérêts de la classe ouvrière, et donc détenaient la vérité absolue; pour le deuxième, l'organisation de classe des travailleurs restait à construire, à partir des Soviets, par les travailleurs, avec les différents apports politiques qui, à eux tous devaient résoudre les problèmes de la révolution pour avancer vers le communisme.

La tâche historique est là, aujourd'hui notre combat doit être le même. Mais, alors que les anarchistes n'ont pas su, pu globaliser leurs acquis, il en est d'une façon totalement différente en ce qui concerne nos camarades espagnols, qui, eux étaient dotés de structures, s'étaient engagés dans un « programme » plus précis et dont l'impact n'est plus à démontrer, quand éclata la révolution espagnole.

Les collectivisations de 1936.

Tout d'abord, resituons le contexte politique international : 1936, c'est le fascisme en Italie et en Allemagne, le Front Populaire sans programme en France, Staline triomphant en Union Soviétique. Le triomphe de Franco est arrivé de par les aides des dictatures étrangères, et aussi, il faut le souligner, de par la mainmise stalinienne sur le mouvement républicain. Faut-il rappeler, encore une fois, qu'alors que le POUM luttait contre les troupes franquistes, il était en proie à une odieuse épuration (physique) des agents du GPU ?

La stratégie du Komintern était celle dite de « Fronts Populaires » alors que, plus que jamais, la situation exigeait un renversement révolutionnaire irréversible qui aurait pu bénéficier d'une aide – fondée sur l'impérialisme prolétarien – de l'URSS; encore aurait-il fallu que cette dernière soit authentiquement socialiste.

Tout d'abord, la nature de la CNT : un syndicat. Donc, une structure dès le départ prolétarienne. Ses mots d'ordre sur la collectivisation des terres ont été à la fois unitaires (POUM, UGT) mais aussi unifiants pour l'ensemble des ouvriers et paysans : « Socialisation de la terre par et pour les travailleurs! Prise en charge de la production par les organisations de classe des ouvriers! ».

– Les collectifs de canton ont supprimé la monnaie, remplacée par une carte de ravitaillement. Ils envoient une statistique exacte de leur production et consommation au comité cantonal.

– Le comité cantonal fait transition avec le comité régional dont le rôle est de procéder au ravitaillement. Il est l'organe du Fonds régional d'échanges extérieurs.

– La fédération régionale coordonne l'économie.

Les transformations économiques :

– Production en accord avec les besoins de la consommation.

– Contrôle sur le commerce extérieur.

– Collectivisation de la grande propriété terrienne, respect de la petite propriété (familiale).

– Collectivisation des entreprises (...).

– Contrôle ouvrier des banques jusqu'à la nationalisation complète du système bancaire.

– Dans les entreprises où des intérêts étrangers sont en jeu, la forme de l'expropriation est fixée par une assemblée commune de tous les intéressés avec le département économique de la Généralité (...)

La liste est encore longue. Nous pourrions nous étendre sur la collectivisation des transports, des cinémas, des salons de coiffure, etc...

Les collectivisations de l'Espagne Libertaire furent la première expérience de masse d'une grande maturité politique et économique : nous ne serons pas démagogiques au point de dire que ces dernières ont été élaborées par n'importe quel travailleur (ceci ne comporte rien de méprisant), soyons réalistes, le « cerveau » économique et politique étaient les leaders de la CNT, de l'UGT et du POUM. Néanmoins, le rapport de force que pouvaient constituer alors nos camarades espagnols (2 millions d'adhérents à la centrale anarcho-syndicaliste) a pu imposer des structures qui dotaient les travailleurs d'un réel contrôle sur les décisions... jusqu'en 1937-38, où l'on vit au gouvernement républicain des ministres anarchistes, moment où l'on peut dire que la CNT entra dans une phase réformiste, qui devait dénaturer la démocratie directe instaurée en Catalogne, dans le Levant, etc... qui devait donner une toute autre allure au mouvement révolutionnaire en Espagne. Nous reviendrons sur cette période dans d'autres articles qui s'attacheront à étudier plus précisément quelles conditions historiques s'imposaient aux camarades, comment ils auraient pu/du y répondre.

Les différents moments des conseils ouvriers.

Nous ne pouvons pas plus nous attarder sur la Yougoslavie, la Hongrie, l'Allemagne et l'Algérie : nous ne pourrons ici que les citer et rendre hommage à l'espoir révolutionnaire qui vit le jour lors de ces journées d'insurrection, l'autogestion qui a été pratiquée, détournée puis bafouée.

Il y eut les tentatives d'autogestion française, en 68 (Brest, Savoie, Paris, Nantes), le plus souvent spontanées, dont beaucoup manquaient de références historiques, de traditions de luttes. A Nantes, le comité de grève va se charger du ravitaillement, à Saclay, le comité central d'action provisoire prend la direction de la lutte (ce qui apparaît sous le titre triomphaliste « Des Soviets à Saclay » in Cahiers Libres No 127, 1968) et œuvrer réellement vers l'unité ouvrière : peu à peu les séparations CGT-CFDT-FO-non syndiqués s'estompent pour ne plus refléter que les intérêts de la classe. « De droite ou de gauche, fasciste ou progressiste, le prochain gouvernement ne nous empêchera pas d'avoir un pouvoir sur notre lieu de travail, et devra au contraire tenir compte de notre force organisée ». Cette prise de conscience va se concrétiser ensuite dans l'élaboration d'un programme de lutte, qui se limitera malheureusement à rester dans le cadre étroit de cette lutte.

Le réformisme et la démocratie directe.

Enfin, avant de revenir à Mars 78, une brève citation de Daniel Chauvey (CFDT) dans son livre « Autogestion » sur la démocratie directe et la démocratie représentative, où le syndicaliste écrit :

« (C'est une) nécessité pour les travailleurs – sans renoncer en quoi que ce soit à la démocratie directe – de consulter des spécialistes hautement qualifiés, au sein comme en dehors de l'entreprise (...) en l'occurence, ces spécialistes, ce sont avant tout les syndicats comme tels qui grâce à leur double structure horizontale **et verticale*** auront vocation d'étudier ces problèmes à tous les niveaux d'autogestion de la société ». Un relent séduisant de phraséologie libertarisante solidement accompagnée d'une structure et d'une volonté technocratiques que nous connaissons bien à la tête de la CFDT, même si celle-ci entend se placer à la pointe de mouvements tels que LIP, Everwear, elle dévoile d'elle-même sa conception de la « démocratie représentative » qu'elle considère comme nécessaire. Puis M. Chauvey continue son texte en nous expliquant que « tous les courants doivent s'exprimer », discours cynique quand on sait à quelles épurations se livre la Confédération depuis de nombreux mois.

Le système parlementaire contre la démocratie directe.

Parce que la démocratie bourgeoise parlementaire s'oppose de fait à la démocratie directe ouvrière, parce

* Souligné par nous (NDLR).

qu'elle fonctionne sur le principe de la délégation de pouvoir et non du mandat impératif, nous n'avons que faire du vote.

Nous n'avons que faire d'une structure parlementaire qui accueille la classe politique qui vit et décide sur notre dos. Ce sont toujours les mouvements sociaux, les luttes qui font changer les choses et nous affirmons plus que jamais : les députés, le parlementarisme ne servent jamais les intérêts des travailleurs, mais servent toujours les intérêts de l'État (bourgeois).

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut imposer contre ce cirque capitaliste, la souveraineté des assemblées générales de travailleurs.

TOUT LE POUVOIR AUX A.G.

Pour que les travailleurs s'expriment en leur nom propre et prennent vraiment leurs affaires en main.

Pour que la classe ouvrière impose ses revendications et ses objectifs de classe.

Pour que le pouvoir descende à la base, pour que la base décide enfin.

Pour que la démocratie ouvrière en finisse avec la démocratie bourgeoise exploiteuse.

Dans la mesure où nous pensons que les élections ne feront pas avancer la situation d'un pouce en faveur de la classe ouvrière, nous devons nous retrouver encore plus forts et déterminés, pour la démocratie ouvrière, dans les boites, dans les quartiers, dans les luttes.

AUTOGÉRONS, UNIFIONS, COORDONNONS NOS LUTTES.

– Contre tout gouvernement qui nous imposerait l'austérité;
– Pour véritablement battre le patronat, la bourgeoisie;
– Pour le pouvoir des travailleurs.

DÉMOCRATIE DIRECTE!

I.B.M

LA LUTTE POUR LA TITULARISATION

I.B.M Défense: 1800 employés 300 intérimaires

En tout IBM emploie entre ses salariés et ses sous-traitants 40.000 personnes. IBM est un patron de choc comme les autres, un patron de choc multinational dont le siège principal se trouve près de New-York. L'exploitation ici est mise au grand jour, à l'américaine, avec comme exemple les badges magnétiques qui donnent droit pour chaque exploité à une surface de déplacement déterminée.

Engagée le 30 août 1976 pour un salaire de 2000 F, Joëlle, intérimaire, est licenciée le 6 janvier : « Sa mission est terminée ». Elle décide de squatter son travail, une pratique qui tend à se développer chez les hors statuts. Le conflit n'est toujours pas réglé. Les affrontements entre la direction IBM et les syndicats CGT, CFDT (avec une section syndicale CFDT particulièrement combative) se poursuivent.

En recouvrant massivement à l'interim et à la sous-traitance, IBM régularise sur le dos des travailleurs ses besoins de profit, son adaptation à la « conjoncture économique ».
– Les temporaires (directement embauchés par IBM pour une durée déterminée).
– Les interimaires (recrutés par les boites d'intérim).
– Les vacataires Barre (engagés sous contrat de 6 mois et payés à 90% du SMIG).
– Les stagiaires (étudiants employés en période de vacances scolaires).
– Les sous-traités.

Le cas de Joëlle a mis en évidence les irrégularités de la direction IBM en matière d'intérimaires :
– rotation circulaire des intérimaires;
– déplacement après trois mois;
– inscription sur le nom de jeune fille, puis sous le nom marital.

Code du travail violé, réglementation IBM non respectée, ce n'est qu'un aspect de la politique patronale IBM.

En faisant appel à du personnel non régulier, en multipliant les statuts, la direction divise, isole et tente d'affaiblir la capacité de riposte du personnel, avant de s'attaquer plus franchement aux salaires qu'elle a dû pratiquer dans le passé.

IBM avec l'ensemble du patronat tente de récupérer les avantages acquis par l'ensemble des travailleurs depuis plusieurs années. De fait le patronat tente de rogner aujourd'hui ses intérimaires « inutiles » à son profit, demain de rogner les salaires et les avantages sociaux.

Depuis le 6 mars, la lutte chez IBM a pris une forme plus large. Les services courrier se sont déclarés en grève en A.G. Pourquoi ?

Tout le personnel des services courrier (30 personnes sont concernées, aujourd'hui 40 avec les coursiers) dont l'ancienneté va jusqu'à 5 ans (comme interimaires) a été « vendue » comme une marchandise au sous-traitant TGM (Technique, Gestion, Méthode) pour un salaire fixé à 2150 F. IBM a pris cette mesure pour répondre entre autre à la demande d'embauche collective du personnel du courrier.

Depuis, c'est la grève. La grève avec comme objectif immédiat, la satisfaction de ces revendications :
– salaire minimum : 2700 F (c'est le salaire mini chez IBM);
– 13e mois;
– Convention collective de la métallurgie parisienne;
– reconnaissance de l'ancienneté.

Par ailleurs nous réclamons la concrétisation des engagements pris par la direction d'IBM.
– tickets restaurant au même prix pour le personnel régulier d'IBM.
– rectification du contrat tenant compte de la suppression de la période d'essai.
– maintien dans les lieux du personnel TGM.

Face à la direction qui refuse l'embauche, malgré les pressions, malgré la répression, la lutte continue.

Trève électorale ou pas, ce n'est que par la lutte que nous pourrons gagner.

Un forum des différents secteurs en lutte IBM, PTT, INA s'est même tenu à la bourse du travail le 10 mars à Paris.

Plus que jamais nous réclamons :
– Titularisation immédiate des intérimaires chez IBM.
– Travailleurs hors statuts-travailleurs fixes même patron, même combat.
– Faire aboutir notre lutte c'est se donner les moyens de briser l'isolement, oui à l'unification des luttes (PTT, IBM, INA).

Pour faire aboutir nos revendications créons l'unité à la base pour obliger les structures syndicales à prendre en compte les luttes de tous les travailleurs. Vacataires, intérimaires, hors statuts : TOUS UNIS.

«Front Libertaire» INCULPÉ

Front Libertaire inculpé, c'est un pas de plus que franchit l'État Français par l'intermédiaire de son ministère de l'intérieur pour baillonner toute tentative d'explication de ceux qui ont choisi la lutte armée anti-capitaliste.

Cette attaque manifeste, contre la liberté d'expression s'inscrit dans une suite déjà longue de coups portés à l'ensemble de la presse révolutionnaire, par l'appareil étatique. Il faut savoir y répliquer, nous assurons nos camarades de Front Libertaire de notre entière solidarité.

Nous reproduisons ici le texte des camarades de Front Libertaire :

Début octobre nous avons reçu un « Texte de mise au point des NAPAP » (Noyaux Armés pour l'Autonomie Populaire). Cet article rappelait les positions des NAPAP sur le problème de la violence révolutionnaire.

Nous sommes les seuls à avoir pris le risque de le publier intégralement dans le numéro 76 de « Front Libertaire ».

Parce que, même si nous avons de sérieuses divergences avec eux, nous considérons que les militants des NAPAP font partie du mouvement révolutionnaire pour l'autonomie, dont Front Libertaire est un des moyens d'expression. Parce que l'année 1977 a été marquée par le phénomène de la violence (exécution de Tramoni, assassinat de Pierre Maitre, Malville, Kalkar, le mouvement italien, les assassinats de Stammheim, etc.) qui a interpellé tout le mouvement social, et que cet article était une contribution au débat.

Le 6 janvier, nous avons reçu un avis d'inculpation pour « Apologie de crimes, de meutre et d'incendie ».

Cette inculpation vient à un moment précis. C'est le moment où se développe tout un mouvement en Europe (et en France) dans le sens de l'autonomie. Cette inculpation de Front Libertaire est en fait une attaque envers tout un mouvement qui, à terme, représente une menace contre le pouvoir.

Cette inculpation est déjà l'application logique de « l'espace judiciaire européen » cher à Giscard. C'est la reproduction du modèle allemand, qui ne se contente pas de criminaliser, réprimer et éliminer les révolutionnaires impliqués directement dans la lutte armée, mais s'attaque aux « sympathisants »... et demain aux indifférents (tous ceux et toutes celles qui ne collaboreront pas directement à la répression, seront des « agents du terrorisme »).

Nous pensons que le meilleur soutien politique à nous apporter actuellement face à ce procès est la reproduction intégrale de ce texte dans toutes les publications possibles et imaginables.

Plus que jamais, alors que l'État nous attaque, le soutien à Front Libertaire est indispensable.

Paris le 9/1/1978

Texte adopté en Assemblée régionale parisienne de l'Organisation Communiste Libertaire.

CNT

Après l'attentat contre le « SCALA » de Barcelone, la CNT de toute évidence essuie une attaque en règle du pouvoir qui ne lui pardonne pas de ne pas avoir signé le pacte de la MONCLOA, pacte de paix sociale voir de collaboration de classe qu'ont signé tous les autres syndicats (UGT, C.O., etc...). Janvier la Scala, aujourd'hui l'arrestation de près de 400 militants libertaires entre Madrid et Barcelone, accusés d'être le bras armé de la CNT. Un militant libertaire torturé jusqu'à ce que mort s'en suive, c'est le dernier fait de la démocratie « Juan Carlos »...

Communiqué des libertaires emprisonnés à la Modelo et à la Trinidad.

Ces derniers temps, une vague de répression s'abat sur le mouvement libertaire. La police emploie tous les moyens en son pouvoir pour déprécier, aux yeux de l'opinion publique, tout ce qui est libertaire, et en particulier la CNT. Ceci répond à une politique de l'État, déjà employée antérieurement dans plusieurs pays européens pour écraser tout type de mouvement autonome et anti-autoritaire. Notre cas est peut-être le point culminant, en pleine lumière d'une campagne orchestrée depuis en haut et étendue dernièrement à tout l'État espagnol. En relation avec notre cas, nous allons détacher les points qui mettent en évidence, le plus grossièrement, la provocation policière.

1) A tous les niveaux, on a mis dans le même sac d'actions nommées « terroristes », ceux qui les avaient commises et ceux qui n'avaient rien à voir avec elles : sur 14 détenus(ues), seuls quatre ont réalisé des actions armées.

2) Parmi nous, sont détenus d'une façon absurde un copain de La Modelo (Manuel Garcia Garcia) et une copine de la Trinidad (Isabelle Loeb) malgré les preuves de leur innocence.

3) Les huit restants sont emprisonnés pour « complicité », accusations basées sur des relations d'amitié avec des prisonniers impliqués dans les faits et/ou pour des activités réalisées sous le Franquisme, et depuis longtemps amnistiées.

4) Les déclarations ont été dictées dans la plupart des cas SOUS LA TORTURE physique et psychique : la « roue », les sacs en plastiques asphyxiants, pendus dans la cellule sans manger, coups avec des gants de boxe et des matraques métalliques, menaces de viol aux compagnes de détenus, en plus des pratiques habituelles, etc.

5) On nous a présenté à la TV et dans la presse, à travers les communiqués officiels, de manière à faire paraître réelle l'existence d'une « organisation terroriste » dans le milieu libertaire.

Avec l'utilisation de pareilles méthodes, n'importe qui peut se voir impliqué dans des activités qu'il n'a pas réalisées, pour de simples relations familiales d'amitié ou de hasard avec des gens impliqués.

Ceci peut seulement s'expliquer à partir du plan fomenté par la classe dirigeante pour déprécier et empêcher toute forme d'autonomie ouvrière et spécialement la CNT.

On veut faire retomber la responsabilité de toute une série de faits sur des gens qui n'ont rien à voir avec eux. On veut compromettre le mouvement libertaire et la CNT pour les obliger à se mettre sur un terrain défensif, à un moment crucial de la lutte ouvrière dans ce pays.

Libertaires emprisonnés à La Modelo et à La Trinidad (Barcelone le 10 février 1978)

(A diffuser au maximum par la presse et par tract : notre libération dépend essentiellement de la mobilisation que vous pourriez faire à l'extérieur, tant en France qu'en Espagne).

Dans la période post électorale où tout le monde est encore sous l'emprise des résultats, la réalité des travailleurs immigrés, exprimée par eux-mêmes (à travers les extraits de cette B.D.) brise le ron-ron de la démocratie bourgeoise. Rappelons que la période pré-électorale dans la mobilisation générale, a permis l'accentuation de la répression contre les comités de lutte Sonacotra par le ministre de l'intérieur. Rappelons encore l'oublie criminel des partis de gauche qui refusent de se prononcer pour le droit politique des travailleurs immigrés (pour ne pas géner les préjugés racistes de son électorat, mais aussi pour ne pas se faire déborder par une des couches les plus combatives aujourd'hui de la classe ouvrière en France).

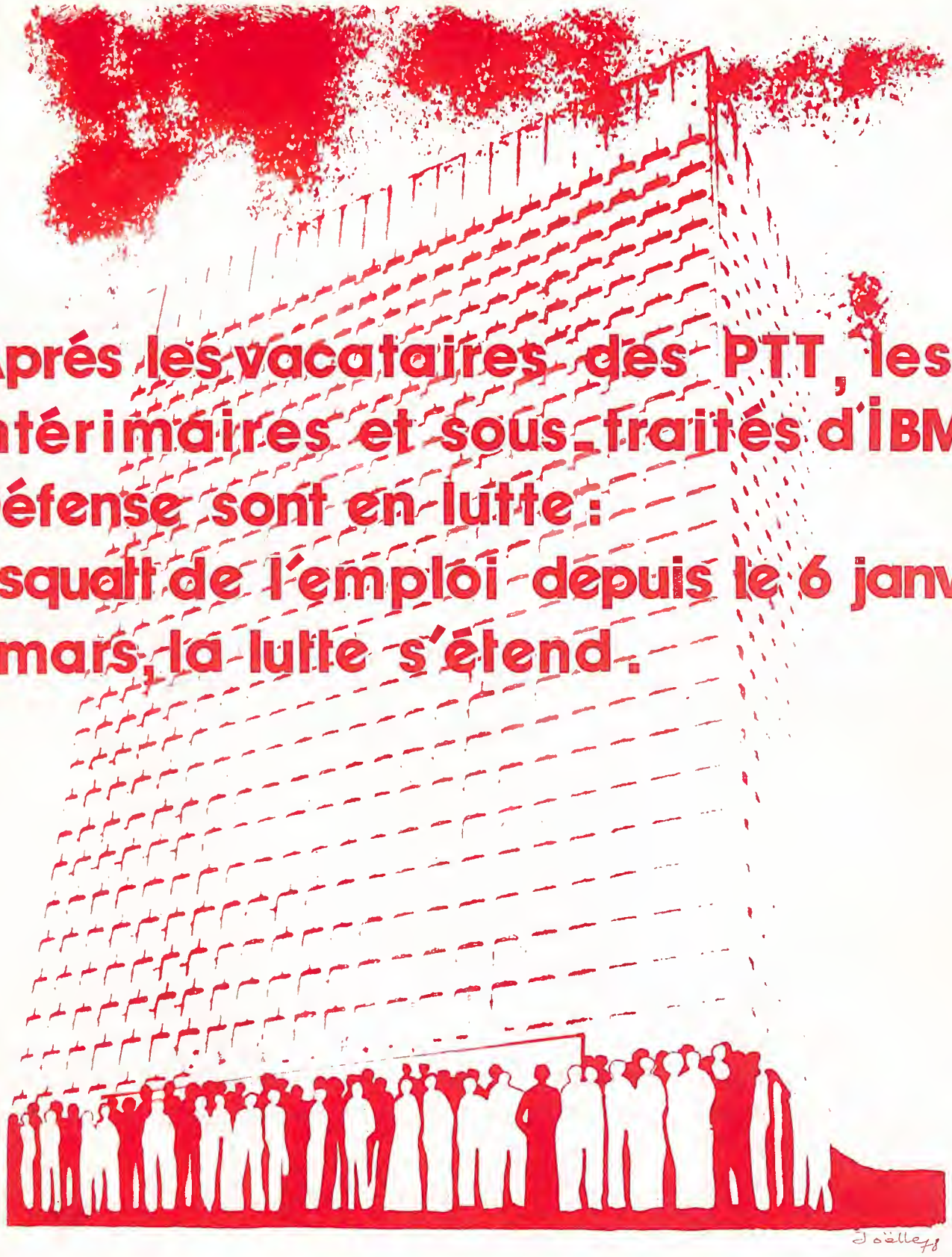
La solidarité des travailleurs français avec leurs camarades immigrés n'est pas une question d'humanitarisme mais d'intérêt de classe. De par ses conséquences, toutes les mesures frappant les travailleurs immigrés constitue des coups portés à l'ensemble de la classe ouvrière en France.

EXTRAITS DE « DJEHA – REVE OU CREVE »

VOUS TROUVEREZ «LUTTER» DANS LES LIBRAIRIES:

Euréka : 18, Antic carrer Mayor Andorre.
La Cité : 5, rue de la Cité 10000 Troyes.
La Cité : 43, rue Clémenceau 11000 Carcassonne.
La Touriale : 211, bd de la Libération 13004 Marseille.
Lire : 16, rue Sainte 13006 Marseille.
Quotidienne : 5, rue du Felibre Gant 13100 Aix-en-Provence.
Implosion : 20, bd Thurner 13000 Marseille.
20e Siècle : 46, rue Ecuyer 14000 Caen.
La Licorne : 26, rue Froide 14000 Caen.
Texte Libre : 17, rue H. Fichou 16100 Cognac.
Roy : 2, rue de Beaulieu 16000 Angoulême.
Nathanael : 4, cours Avuricum 18000 Bourges.
Le vent dans les pages : bd Général Kœnig 19100 Brive.
Steffanage : 4, rue du commandant Bonnelli 20200 Bastia.
L.I.S.A. : 20, rue d'Assas 21000 Dijon.
Le sel de la terre : 14, rue du Maréchal Foch 22000 St Brieuc.
Aux belles images : 32, rue E. France 23000 Guéret.
Paroles de femmes : 20, rue Louis XI 26700 Pierrelatte.
Merrein : 7, rue E. Renan 29100 Douarnenez.
Graffiti : 210, rue J. Jaurès 29200 Brest.
Notre temps : 1, rue A. Bellet 30000 Nîmes.
Ombres Blanches : 31000 Toulouse.
Demain : 30, rue G. Arnoult 31000 Toulouse.
Amoros : rue, de l'Étoile 31000 Toulouse.
Privat : 14, rue des Arts 31000 Toulouse.
Raffilli : 31000 Toulouse.
« 33 » : 26, rue St James 33000 Bordeaux.
Bulles : 16, place du Parlement 33000 Bordeaux.
Mimesis : 5bis, rue de Grassi 33000 Bordeaux.
Le doigt dans l'œil : 20, rue Ste Colombe 33000 Bordeaux.
Libé : 33, rue St James 33000 Bordeaux.
La brèche : 34, av de l'Université 34000 Montpellier.
Le monde en marche : 37, rue Vasselot 35000 Rennes.
La dialectique sans peine : 4, rue Leperdit 35000 Rennes.
Franco-Anglaise : 22, rue du Commerce 37000 Tours.
Le poisson soluble : 13, rue Raoul Blanchard 38000 Grenoble.
Les yeux fertiles : 7, rue de la République 38000 Grenoble.
L'université : 2, square docteur Martin 38000 Grenoble.
Le livre ouvert : 4, cours Lafontaine 38000 Grenoble.
L'œil écoute : Grand'Place 38100 Grenoble.
L'arlequin : 94, galerie de l'Arlequin 38100 Grenoble.
Bounnaualot : Fg de Châlons 39100 Dole.
P. Blanc : 9, place du président Coty 41000 Blois.
Euzen : 23bis, rue J.Jaurès 44000 Nantes.
La capotière : 49, rue des Carmes 45000 Orléans.
Les temps modernes : rue Notre dame de Recouvrance 45000 Orléans.
La boutique aux chimères : 10 rue des Fauchets 45000 Orléans.
Kaukajou : 82, rue Daurade 46000 Cahors.
Occitanie : 32, rue Grenouille 47000 Agen.
Le chant du monde 15, bd M. Foch 49000 Angers.
La tête en bas : 33, rue St Land 49000 Angers.
Champ-Libre : 8, rue de l'Union 50100 Cherbourg.
Le grand jeu : 20, rue Colbert 51100 Reims.
Le temps des Cerises : 16, rue Gustave Simon 54000 Nancy.
Géronimo : 21, rue du pont des Morts 57000 Metz.
Schizo-Diffusion : 70, rue StÉtienne 59000 Lille.
Strupre-Diffusion : 19, rue Thiers 59000 Dunkerque.
Amis de la terre : 59, rue grand 59000 Lille.
Capart : 145, rue Colbert 59000 Lille.
Furet du Nord : place de Gaulle 59000 Lille.
« 94 » : 94, rue de la République 60100 Creil.
Brunet : 21, rue Gambetta 62000 Arras.
Jean Rome : 1, rue des Grus 63000 Clermont-Ferrand.
A la pyramide : 3, bd Leon Malfreyt 63000 Clermont-Ferrand.
Zabal Traty : 52, rue panneau 64100 Bayonne.
Oskori : 12, reu Gosse 64100 Bayonne.
Étincelle : 30, rue Pasteur 64000 Pau.
Le futur antérieur : rue du théâtre 66000 Perpignan.
Bazar : 1, rue des Veaux 67000 Strasbourg.
L.P.I. : 1, bd du Pst Roosevelt 68058 Mulhouse.
La taupe : 2, quai amiral Lalande 72000 Le Mans.
Le rouge et le noir : 55bis, rue Carnot 74000 Annecy.
Lumière d'août : 7, rue de l'école 76000 Rouen.
Cercle d'études sociales : 16, rue J. Tellier 76000 Le Havre.
Agir et lire : 13, rue Ancelot 76600 Le Havre.
Maison de la presse : place du Vigan 81000 Albi.
Deyvious : Lices du Nord 81000 Albi.
Lo païs : place de la paroisse 83000 Draguignan.
La mémoire populaire : 70, rue de la Bonneterie 84000 Avignon.
Maison de la presse : rue de la chaine 86000 Poitiers.
Pergame : 63, rue Carnot 86000 Poitiers.
J.P. Petit : 3, place Denis-Dussoubs 87000 Limoges.
La guingue : 16, quai Charles Vallet 90000 Belfort.

RENFORÇONS LA DIFFUSION MILITANTE DE «LUTTER»



SOUTIEN A LA LUTTE DES INTERIMAIRES DES SOUS-TRAITES ET DE TOUS LES HORS-STATUT